

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION**

EXAMEN DU BEFECASER

Session du 16 novembre 2011

Admissibilité

DOSSIER

Tournez la page S.V.P

SOMMAIRE

Titres des textes	Numéros des textes
Bouleverser l'école	1
L'obésité perd du poids	2
Les parents séduits par les internats dès le primaire	3
Se presser rend malade	4
La belle et silencieuse revanche du tramway	5
Quand l'habit...fait le moine !	6
Le boom des solutions sur mesure	7
Les vraies causes de l'échec scolaire	8
Travailler seul, une étape vers l'autonomie	9
Après la classe...là où tout se joue	10
La confusion des âges	11
Les notes, pour quoi faire ?	12
Fin du pétrole c'est pour...après-demain	13
Alléger les emplois du temps pour améliorer les résultats	14
Mère-fille : un cordon ambigu	15
Le risque alcoolique sous-estimé par les consommateurs	16
La crainte d'être seul(e) peut engendrer des addictions	17
Grandes et petites incivilités de la route	18
L'essor inquiétant des allergies alimentaires de l'enfant	19
S'acheter un nouveau vêtement a un effet sur le psychisme	20
Violence sur le Net, pourquoi ils regardent ?	21
L'adulte n'est pas un modèle en matière de perception du risque. Les jeunes ne sont pas des martiens.	22
Créer un « savoir-être » avec les autres	23
Voies « HOT » aux Etats-Unis	24
La fuite en arrière	25
Un nouveau virage !	26
Bien-être au travail : tout, sauf un effet de mode !	27
Se réconcilier avec la valeur travail	28
Les entreprises face au fléau de l'illettrisme	29
Les enfants victimes de la malbouffe	30

BOULEVERSER L'ÉCOLE

L'ÉCOLE EST LE LIEU où une société transmet ses valeurs ; et donc, le lieu où celles-ci se reflètent. Le succès ou l'échec de l'école, c'est donc d'abord celui des valeurs qu'une génération veut transmettre aux suivantes. Les valeurs françaises sont celles d'une société terrienne, d'origine agricole, où l'accumulation est centralisée, autour d'un État auquel chacun est relié en ligne droite et où l'excellence passe par la seule raison. Cela conduit à mettre l'accent sur la sélection d'une élite très particulière, une élite de la raison, essentiellement héréditaire, pyramidale, accumulant des richesses autour d'un centre, privilégiant l'esprit de géométrie, art individualiste par excellence, et sélectionnée par la compétition au sein de grandes écoles, évidemment parisiennes, dans une relation directe du maître avec chaque élève, comme du pouvoir avec chaque citoyen.

Ce système échoue aujourd'hui, parce qu'il ne valorise pas les détours et les labyrinthes; parce qu'il exclut l'intelligence de l'intuition parce qu'il s'adresse à un grand nombre de jeunes, très divers, avec des méthodes pensées pour de petits groupes homogènes et socialement privilégiés. Un système qui ne fait pas confiance, qui ne met pas en confiance, qui ne pousse pas à comprendre que chacun a intérêt au succès des autres, qui méprise tout ce qui n'est pas le travail intellectuel, qui ne valorise pas la créativité, l'imagination, l'erreur, la prise de risques.

Or, le monde d'aujourd'hui a besoin d'empathie, d'expériences, de coopérations, de réseaux, de tribus, Il a besoin que les nouveaux arrivants connaissent les univers du mouvement, du changement, du vivant, de l'intuition, du collectif. D'où l'échec de notre système scolaire, qui, avec ses méthodes inadaptées, conduit 15 % des enfants à sortir du primaire sans savoir lire et écrire et 130 000 à quitter chaque année l'enseignement obligatoire sans diplôme. Sans compter bien d'autres impasses.

Tout doit changer. Il faut passer à une éducation sur mesure, mettant chacun en situation de découvrir ce en quoi il est le meilleur et comment il peut avoir intérêt, pour réussir, à aider les autres à s'épanouir.

Pour y parvenir, il ne suffira pas de créer quelques internats d'excellence, qui ne feront qu'élargir homéopathiquement * le champ d'une élite anachronique **, mais il faudra changer de vision du monde, privilégier le collectif, la diversité, l'intuition, la créativité. Pour cela, d'abord, former les maîtres à un monde nouveau. Et surtout, en amont, changer le regard des parents sur leurs enfants ils ne doivent plus souhaiter en faire les meilleurs dans les disciplines les plus recherchées à leur époque; ils ne doivent plus penser que le succès, demain, sera à l'image de celui dont ils rêvaient dans leur jeunesse. Ils doivent admettre qu'elle passera d'abord par le libre choix de modèles d'excellence, individuels ou collectifs, économiques ou sociaux, politiques ou associatifs, qui restent à imaginer avec les élèves eux-mêmes ; et donc par l'excellence dans des disciplines sans cesse renouvelées, assemblage sur mesure de savoirs multiples.

Tel est le saut le plus difficile qu'une génération doit faire si elle veut vraiment être utile aux suivantes.

Jacques ATTALI - biog de « L 'Express —15 septembre 2010»

***homéopathiquement: de manière homéopathique, infime, minime**

****anachronique: déplacé par rapport à son époque, d'une autre époque**

L'OBÉSITÉ PERD DU POIDS

- **Enfants de 3 à 10 ans : 3,4% sont en situation d'obésité, filles et garçons confondus. Mais les filles sont davantage en surpoids (18,1% contre 8,5%)**
- **Adolescents de 11 à 17 ans : les garçons sont moins attentifs à leur ligne: 17,5% sont en surpoids contre 12,6% des filles. Mais, ils se rejoignent sur l'obésité (4%)**
- **Adultes de 18 à 74 ans: 17% des français sont obèses et 50% en surpoids. Les femmes sont plus sujettes à l'obésité (17,6% contre 16,1% et les hommes au surpoids (41% contre 23,8%))**

Les récentes actions de sensibilisation contre l'obésité ont porté leurs fruits. La future campagne nationale incitera les Français à faire du sport.

Manger cinq fruits et légumes par jour, faire du sport, éviter de grignoter... Ces recommandations ont produit leurs effets. Hier, la ministre de la santé, Roselyne BACHELOT, a présenté un bilan positif du deuxième Programme national nutrition santé (PNNS) 2006-2010, qui organise la lutte contre l'obésité. Outre la présentation de nouvelles pistes, la ministre a souligné les progrès réalisés.

Baisse du nombre d'adolescents trop gros

Première victoire: la stabilisation de l'obésité chez les enfants. Ainsi, la proportion d'obèses parmi les 3-14 ans a légèrement baissé, de 3,5 à 2,9 % entre 1998 et 2006, d'après une étude de l'institut national du cancer de 2007. Plus encourageant encore, la part d'adolescents en surpoids ou obèses est maintenant stable (autour de 14-15 %), alors qu'elle se situait à 18 % en 2006. On considère généralement qu'une personne est en surpoids quand son indice de masse corporelle (le poids divisé par la taille au carré) est supérieur à 25 et en situation d'obésité quand il dépasse 30. « La France est le seul pays développé où la courbe s'est inversée », s'est félicitée mercredi Roselyne Bachelot. « Les multiples actions, dans les cantines, les écoles, les associations, sont responsables d'une prise de conscience », constate le nutritionniste Jean-Michel Borys.

Les progrès se constatent aussi du côté des habitudes alimentaires de l'ensemble des Français. Entre 1998 et 2006, la consommation de sel a ainsi chuté de 5,2 % chez les adultes et de 13,5 % chez les adolescents, répondant en partie à la préconisation de « manger moins salé, sucré et gras ». De même, l'appel à favoriser les fruits et légumes a été entendu. Entre 2000 et 2008, le nombre de personnes déclarant en consommer cinq par jour est passé de 10,7 à 12,4 %.

Pleins feux sur le sport

Pour poursuivre les efforts, la ministre de la santé a présenté les nouveaux axes du troisième programme national. Il devrait être lancé « dans les prochains mois ». Objectif principal: encourager la pratique du sport. Même si deux tiers des Français font aujourd'hui en moyenne 30 minutes d'activité physique tous les jours (marche, montée des escaliers comprise), suivant ainsi la recommandation du PNNS, les enfants et les personnes âgées sont encore trop sédentaires. Promenade à l'heure du déjeuner, handball après la cantine ou « pass » sport donnant accès à plusieurs activités pour les seniors, les idées ne manquent pas.

Trois autres actions devraient être développées: sensibilisation des personnes précaires, détection de la dénutrition chez les personnes âgées (30 % des pensionnaires de maisons de retraite) et renforcement de la prise en charge de l'obésité avec la création de centres spécialisés.

« Direct matin - mai 2010 »

3

LES PARENTS SÉDUITS PAR LES INTERNATS DÈS LE PRIMAIRE

Habituellement boîte à idées de l'Education nationale, le rectorat de Créteil a programmé l'ouverture d'un internat pour des élèves de primaire. A partir de novembre, une vingtaine d'enfants de CM1 et de CM2 seront accueillis dans les locaux d'un centre aéré situé à Bury (Val-d'Oise). L'objectif est de soutenir des élèves qui « ont des possibilités mais qui sont dans des conditions matérielles difficiles à la maison » explique Daniel Auverlot, inspecteur d'académie de Seine-Saint-Denis. Repérés préalablement par leurs professeurs ou par des travailleurs sociaux, ils auront classe la journée et suivront après 17 heures des activités ludiques ou de l'aide aux devoirs.

La demande de parents totalement dépassés est pressante. Ils sont même prêts à mettre beaucoup d'argent, entre 600 et 1500 euros par mois. A l'internat des Petites Roches, dans les Yvelines, on reçoit ainsi essentiellement des petits Parisiens de milieu « privilégié » dont les parents « voyagent énormément, ont de très hautes fonctions ou sont très pris par leur métier m'explique la directrice de cet établissement dans le lequel trois des internes n'avaient que 5 ans cette année. Dans tous ces établissements, on évoque des espaces verts à perte de vue, l'adaptabilité des enfants « heureux d'être là», et l'ambiance « chaleureuse ».

« Dans une ambiance familiale »

Outre les parents « sur-occupés », les familles monoparentales sont très demandeuses. Séparés ou divorcés, les parents « recherchent le côté rassurant de l'internat. Ils veulent éviter à leur enfant des scènes perturbantes » explique Xavier Martel, directeur d'un établissement de 35 enfants à Saâcy-sur-Marne qui compte cette année beaucoup d'enfants uniques ou même adoptés. « C'est souvent quand le cadre familial explose que l'on nous appelle », insiste Cécile Cassinat, directrice de l'école primaire Saint-Paul-Saint-Louis, à Perl (Lot), qui a rouvert son internat il y a quatre ans devant l'afflux de demandes. « On essaie de remettre les enfants sur des rails dans une ambiance familiale puisque les effectifs sont peu nombreux »

A l'école Moreau de Montlhéry (Essonne), une vingtaine d'enfants sont accueillis dès le CM 1. Pour le directeur, l'accueil d'enfants aussi jeunes ne pose « aucun problème ». « Les surveillantes sont plus des mamans que des éducatrices », affirme Jean-Luc Mauger, qui se refuse néanmoins à accueillir des enfants dès la maternelle, comme l'implorent certains parents.

Des demandes qui effarent Elise Tirel, surveillante à l'école Charles-de-Foucault, à Nancy. Derrière les raisons avancées, éloignement géographique ou travail prenant, « on sent un dédouanement un peu facile sur le dos de l'institution. Certains veulent se débarrasser de leur enfant, on le sent. A cet âge, il a pourtant besoin de vivre avec ses parents », tranche-t-elle.

Directeur d'une école publique dans les Hauts-de-Seine, Olivier Canet estime que la solution de l'internat en primaire est « très dure ». Pour les plus jeunes, qui « ont une relation forte avec leurs parents un éloignement, éventuellement bénéfique au lycée, risque d'être traumatisant », juge-t-il. Un constat nuancé par Catherine Audibert, psychologue à Vincennes, pour qui l'internat « même tôt » peut constituer une solution, dans certains cas, si l'enfant est partie prenante du projet.

Marie-Estelle PECH - Le Figaro —6 juillet 2010

SE PRESSER REND MALADE

« C'est comment qu'on freine/je voudrais descendre de là? », chantait déjà Alain Bashung au début des années 1990. Une époque où les nouvelles technologies n'avaient pas encore mis un immense coup d'accélérateur dans notre quotidien. Que ne dirait-il aujourd'hui où le règne du « tout, tout de suite » s'impose davantage chaque jour? Nous qui avons cru gagner du temps en achetant sans nous déplacer grâce à Internet, ou en conversant au téléphone tout en marchant dans la rue, nous n'avons fait qu'empiler de nouveaux vécus à accomplir de plus en plus rapidement. Résultat: un vertige dû à l'accélération et qui n'est pas sans conséquences sur notre équilibre intérieur.

Dans une étude magistrale du sociologue allemand Hartmut Rosa (*Accélération*, Ed. La Découverte), les mécanismes insidieux de cette condensation du temps provoquée par la vitesse sont particulièrement explicites. Même ce que l'on appelle les activités de « temps libre » sont susceptibles de s'en trouver profondément modifiées, tout nous entraîne à vivre nos expériences le plus vite possible.

Mais c'est évidemment dans les entreprises que l'impact de cette urgence érigée en philosophie de vie est le plus violent. Car tout part de ces épicycles économiques : si « Le temps, c'est de l'argent », selon la parole fondatrice de Benjamin Franklin, il y faut obtenir un rendement maximum en un minimum de temps. Françoise Bavcevic, psychologue et cofondatrice du programme de prévention « No smoking, no stress » observe une évolution inquiétante dans les sociétés où elle intervient : « L'injonction à laquelle chacun est soumis, c'est « zéro attente, zéro délai » ! Avant ce n'était que les dirigeants qui nous avouaient: « Je suis débordé », aujourd'hui tous les salariés sont touchés : assistantes, cadres et ouvriers » !

Comment éprouver la satisfaction du travail accompli dans un tel contexte? Si les tâches se multiplient, les travaux finalisés sont forcément de plus en plus rares. L'estime de soi de tous ceux qui cherchent à bien travailler s'en trouve atteinte. « J'ai tout le temps le pied sur l'accélérateur mais je ne me sens plus du tout efficace » confie Michel, technico-commercial dans une société informatique.

Autre conséquence : l'équilibre vie professionnelle vie personnelle s'en trouve forcément contaminé. Comment rattraper le temps perdu, si ce n'est à la maison ? « Beaucoup ne savent plus se fixer de limites, observe Françoise Bavcevic. Ils avouent qu'ils mangent trop vite, marchent trop vite... Toute notre action consiste alors à faire un travail de tri avec eux entre les moments où il faut aller plus vite. Le but que chacun se réapproprie son propre rythme ». Dans un tel environnement, « les clients qui demandent des séminaires pour retrouver la capacité à réfléchir avant d'agir font figure de pionniers », analyse la psychologue.

Car, et c'est là l'un des effets majeurs de l'urgence généralisée, elle nivelle tout dans les esprits l'important ne se distingue plus de l'urgent. Quant à l'essentiel, il s'efface des préoccupations toujours immédiates. Pour Jean-Louis Servan-Schreiber, ex-grand patron qui explore notre relation au temps depuis... longtemps, les conséquences les plus dommageables d'une vie placée sous haute urgence sont justement le manque d'anticipation et de vision. « Passé l'enfance, si nous ne pensons pas à long terme notre métier, notre équilibre affectif, nos choix, nos vrais désirs, personne ne le fera à notre place », écrit-il dans son nouvel essai. Beaucoup de ceux qui se lancent dans une thérapie le font moins sous la contrainte d'une souffrance devenue intolérable, que pour s'assurer de l'écoute et du temps, qui leur permet de faire le point sur eux mêmes». Une autre manière de rappeler que, si l'on ne s'oblige pas parfois à se remettre au point mort pour réapprendre à passer les bonnes vitesses, et si possible au bon moment, on risque d'aller tout droit dans le mur.

Pascal SENK - Le Figaro—25 mai 2010

LA BELLE ET SILENCIEUSE REVANCHE DU TRAMWAY

La ligne de tramway Saint-Denis-Bobigny, la première en région parisienne depuis la seconde guerre mondiale, a été inaugurée en 1994. L'idée avait été lancée, dès 1984, par Charles Fiterman, alors ministre des transports.

Le rapport de forces entre les deux moyens de transport en commun s'est inversé. Le tortillard brinquebalant, cahotant, ferrailant, lent, avec ses rails glissants et dangereux, ne faisait pas le poids face à son discret cousin souterrain, nettement plus rapide et capable de transporter des usagers plus nombreux. Le métro, c'était l'apanage des capitales. Aujourd'hui, le tramway gagne partout des points.

Pourquoi ce succès ? Il y a d'abord une raison économique. De tous les transports en commun, c'est le moins cher et le plus simple, le plus rapide à réaliser. C'est ensuite un moyen de transport agréable, moins stressant que la plongée dans un obscur tunnel. Ici, on est en surface. Le large vitrage de la voiture permet de voir la ville. La vitesse est modulable. Le tram peut passer en centre-ville ou en périphérie à des rythmes différents. Roulant en site propre, sur un revêtement (bois, pavé, gazon) qui se différencie du goudron de la chaussée, il évite les embouteillages, et sa régularité en est renforcée.

Le nouveau tramway est également un objet soigneusement dessiné. Alstom, qui fabrique nombre de ces équipements, propose même aux municipalités des designs* personnalisés et modulables, selon les villes. Beau et confortable, il est aussi devenu silencieux : ses rails sont enserrés dans une gaine de caoutchouc très dense. Demain, les lignes électriques sur caténaire, plutôt disgracieuses, devraient disparaître: le captage de l'électricité se fera au sol. Dernier atout pour l'utilisateur : les stations sont proches les unes des autres. « C'est une forme de transport spécifiquement adaptée à la cité moderne, insiste Paul Chemetov, idéale pour la ville distendue qui est la nôtre aujourd'hui comme le métro l'est pour la ville dense »

Le tramway a-t-il une incidence sur l'urbanisme? Très certainement, répond l'urbaniste Patrick Ecoutin. « C'est un équipement moderne, donc requalificatif ». La création d'une nouvelle ligne permet de rénover le paysage urbain en profondeur, de refaire les sols, de replanter des arbres, d'installer un nouveau mobilier, de modifier les éclairages. Ce processus est très visible à Strasbourg. Un signe ne trompe pas ces nouveaux équipements sont moins vandalisés. « Jusqu'à présent, les tramways mis en service en région Ile-de-France sont plutôt moins atteints par le vandalisme que les autres transports en commun souligne la RATP. S'il facilite la renaissance de certains centres-villes, le tramway désenclave aussi des banlieues lointaines.

Le tramway est enfin une alternative sournoise à l'automobile et un moyen discret de lutter contre sa prolifération. En effet, les rames circulant sur un site propre confisquent tout naturellement une partie de la voirie à leur usage exclusif.

La concurrence entre les deux moyens de transport ne date pas d'hier, rappelle l'historien Henri Zuber: au lendemain de la première guerre mondiale, le lobby de l'automobile, entre les mains de Louis Renault, principal constructeur d'autobus, fit en sorte que la Société des transports en commun de la Région Parisienne (STCRP) abandonne le tram au profit exclusif du bus. Ce qui fut effectif dès 1937.

Qu'est-ce qui menace l'irrésistible ascension du tram ? Réponse de nouveaux moyens de transport en commun encore mieux adaptés à la ville, comme le bus optoguidé, qui circule lui aussi en site propre, mais qui peut le quitter, et qui roule sous pilotage automatique, mais avec un conducteur à bord. La RATP teste ce nouveau matériel sur une ligne expérimentale dans le Val-de-Marne.

Emmanuel de ROUX - Le Monde —20 septembre 2000

**designs se rapporte à un esthétisme moderne*

QUAND L'HABIT... FAIT LE MOINE!

65 % des parents estiment être en conflit avec leur enfant au sujet de leur tenue vestimentaire

68 % des enfants de sixième et de cinquième connaissent un enfant rejeté à cause de ses vêtements

Qu'on le veuille ou non, la tenue vestimentaire est la première image que l'on donne de soi. Et, s'il est toujours dangereux de fonder un jugement seulement sur l'apparence, nombreux sont ceux qui s'y adonnent. Raison de plus pour en être conscient et maîtriser, dans la mesure du possible, cette image que les autres ont de nous. L'objectif étant une meilleure cohérence entre ce que nous sommes et ce que nous montrons de nous. Les collégiens d'aujourd'hui vivent sous une dictature des apparences. La tenue vestimentaire est devenue, chez eux, un véritable facteur d'intégration. Certains collégiens sont rejetés par leurs camarades parce qu'ils ne sont manifestement pas dans le coup. C'est souvent pour cette raison qu'ils font des pieds et des mains pour porter « de la marque ».

« La tenue que l'ado porte doit passer l'examen minutieux des copains qui ne négligent aucun détails », explique le psychiatre Xavier Pommereau, auteur de « Ado à fleur de peau » (Albin Michel). Elle est un moyen pour l'enfant de marquer l'appartenance à un clan. A chaque clan son look et à chaque enfant son interprétation de ce look, quoique cette dernière soit faible. Chaque style possède ses propres codes vestimentaires. Pas question de se prétendre Rockeur sans opter pour le pantalon « Slim » noir comme l'ébène ou de tenter une incursion dans un groupe d'amis « hip-hoppeurs » si l'on adopte pas le T-shirt long ou le baggy surdimensionné. Pour comprendre le pourquoi de ce changement de look brutal, il suffit parfois de se renseigner sur la tribu à laquelle l'enfant s'identifie.

Les tenues excentriques ou revendicatrices sont aussi chez l'ado un mode de rébellion. Sans même savoir ce qu'ils représentent, les ados s'affichent, attifés de tee-shirts à l'effigie du Che ou emmitouflés dans le foulard traditionnel palestinien. Sans les vexer, il importe de leur apprendre la signification de ces codes. Souvent, seule l'idée de rébellion les séduit, tandis que les revendications profondes que ces symboles représentent les dépassent. « Les jeunes filles et garçons proclament leurs aspirations révolutionnaires et adoptent des signes de rébellion. J'ai pu constater combien ces signes ont perdu leur sens originel. Ils expriment uniquement l'idée ou le concept de rébellion », explique Catherine Balet, photographe et auteur de Identity.

Se négliger consiste à ne pas s'occuper de soi avec autant de soin, d'attention qu'on le devrait. Un look va même jusqu'à établir la négligence comme ligne de conduite. Il s'agit du courant grunge. Ses adeptes démontrent souvent un certain déficit d'estime d'eux-mêmes. Ils se vêtent de pulls informes, de jeans volontairement déchirés, sales si possible. Ils ne font pas semblant de se négliger, à l'instar des ados au style « tombé du lit », qui eux peuvent paradoxalement passer des heures à élaborer leur tenue et ne seront jamais sales. Ces derniers s'auto-estiment et cherchent à plaire.

Ne pas passer inaperçu ! Tel semble être le leitmotiv de certains collégiens aux goûts vestimentaires excentriques. Créer du nouveau, de l'aspérité dans leur tenue, c'est en quelque sorte mettre toutes les chances de leur côté pour ne pas être balayé par un regard d'indifférence. « Dans le conformisme de la mode, on cherche à se singulariser à travers les petits détails qui font la différence », explique le psychiatre Xavier Pommereau. « A ce jeu, tout le monde joue, mais les ados le pratiquent avec un engagement et des excès à la mesure de leur besoin de se trouver », poursuit-il.

Pantalons taille basse, débardeurs étriqués, jupes extra courtes et nombril à l'air, la tenue de certaines collégiennes peut parfois frôler l'indécence. Pour d'autres, c'est un assemblage dépareillé, une coupe de vêtements peu adaptée aux formes du corps de l'ado qui ne le met pas en valeur. La pudeur est aussi affaire d'éducation. Un petit conseil affectueux lui épargnera peut-être les remarques ou moqueries de camarades malveillants.

LE BOOM DES SOLUTIONS SUR MESURE

Le rapport du Haut conseil de l'éducation constate que 40 % des enfants qui entrent en sixième sont en difficultés scolaires. Pas étonnant, dans cette perspective, de constater que c'est au collège que les cours de soutien explosent. Les collégiens représentent 43 % des élèves bénéficiant d'un soutien scolaire. « Le travail qui n'a pas été fait en primaire se rattrape dans le secondaire », constate Marinella, mère de trois ados. « Parfois, les enfants traînent ces lacunes jusqu'en faculté. C'est alors aux parents de les combler avant qu'il ne soit trop tard, soit en donnant eux-mêmes des cours, soit en inscrivant leur enfant à des cours de soutien ».

La facturation de ces cours est élevée, mais côté parents, la réussite de l'enfant n'a pas de prix. Cette nouvelle condition de la réussite scolaire laisse alors penser qu'il existe une école à deux vitesses. « Ces cours coûtent très cher ! », fait remarquer Laurence, mère de Jude 11 ans et Louison, 13 ans. Certains parents peuvent payer et d'autres pas. Mais cela a toujours existé : à ma génération déjà, des lycées n'obtenaient leur BAC qu'après trois années passées dans des boîtes privées ultra chères ! », s'indigne Laurence. La réussite semble donc être encore une fois une question d'argent. « Mais des parents qui ont les moyens de payer doivent-ils, sous prétexte de ne pas créer d'inégalités sociales, rester passifs face à un enfant en passe de « rater » sa scolarité ? Ils n'ont pas beaucoup d'autres solutions que celles qu'on leur propose. Maintenant, que l'Éducation nationale en tire les leçons » poursuit la jeune femme. En marge d'un discours ultra moralisateur sur le recours aux cours particuliers, le secteur, lui, poursuit son expansion.

90 % des élèves qui ont recours aux cours particuliers améliorent leurs résultats scolaires. « Pendant les séances de travail, l'enfant n'est pas dans le cadre d'un soutien purement scolaire », constate Morgane, mère de Gabriel. « il ne subit aucune pression. Dans ce contexte, il est dès lors mieux disposé à apprendre. Le prof peut se permettre d'être gentil avec lui, il n'a pas de discipline à faire respecter. Ce nouveau type de rapport décharge l'enfant d'un poids énorme. En outre, souvent, l'enseignant s'intéresse à la personnalité de l'enfant, appelle les parents pour savoir si tout se passe bien. Lorsque l'enfant fait un blocage avec un prof, on change. C'est pour ça que ça fonctionne », analyse cette mère de famille.

La majorité des parents estiment qu'ils n'auraient pas besoin de recourir au soutien scolaire privé si l'Éducation nationale faisait son travail. En faisant appel à ces organismes, ils ont le sentiment de pallier l'incapacité de l'école à prendre en charge ces élèves en difficultés. « L'Éducation nationale n'a pas fait son travail dans les programmes, mais ça ne veut pas dire que les professeurs font mal le leur, ils font souvent ce qu'ils peuvent pour aider les enfants noyés dans des classes de 30 élèves », conclut Morgane.

Les parents affirment en règle générale que les cours de soutien scolaire sont nécessaires quand ils n'ont plus le niveau pour aider leur enfant ou lorsqu'ils n'ont pas le temps de le faire. « Si les enfants de professeurs réussissent mieux que les autres, c'est bien parce qu'ils savent ce qu'on leur demande. Les autres parents payent parce qu'ils ne sont plus capables d'aider leur enfant », explique Morgane. Selon l'étude Ifop, la seconde raison qui pousse les parents à opter pour des cours de soutien, c'est la recherche de l'excellence.

Pour certains, l'explication est ailleurs. Les parents consommateurs de cours à la demande s'achètent une bonne conscience, culpabilisant de ne pas être chez eux à la sortie des cours pour s'occuper de leur marmot.

Quelles que soient les motivations qui les ont poussés à recourir à l'aide d'un tiers, 90 % des parents constatent une amélioration des résultats scolaires lorsque les enfants prennent des cours de soutien. Les résultats augmentent, la concentration de l'élève est meilleure, il acquiert une meilleure façon d'aborder son travail et de s'organiser. Enfin, 81 % des parents constatent que, suite à des cours particuliers, les enfants ont une meilleure confiance en eux. L'enfant en ressort généralement avec une meilleure concentration et une bonne méthode de travail.

LES VRAIES CAUSES DE L'ÉCHEC SCOLAIRE

Seulement 11,7 % des enseignants en collège estiment que les difficultés scolaires sont dues à l'élève en tant qu'individu. Selon eux, c'est à la maison autant qu'à l'école que se préparent les situations de réussite... et d'échec scolaire.

Les difficultés familiales

Le divorce a beau s'être banalisé, ses conséquences sur la réussite scolaire des enfants perdurent. Avant 18 ans, la séparation des parents est associée, de manière quasi systématique, à une réduction des chances scolaires et de la durée des études. « L'avantage scolaire lié à une enfance passée dans une famille favorisée du point de vue culturel et social semble fortement amoindri en cas de désunion familiale », constate Paul Archambault, auteur de l'étude « Séparation et divorce, quelle conséquence sur la réussite scolaire ». Dans les milieux favorisés (le père étant cadre ou exerçant une profession intermédiaire), si la mère est diplômée du supérieur, les enfants ont très peu de chances d'échouer au bac, mais le taux d'échec double en cas de séparation », ajoute l'auteur de l'étude. En outre, après la classe, un parent seul passe moins de temps aux devoirs à la maison. « Il consacre onze heures par mois à un jeune scolarisé au collège, contre quatorze heures en moyenne dans les familles « biparentales », précise Paul Archambault.

En cas d'échec scolaire, le système éducatif doit être remis en cause pour seulement 26,4 % des enseignants. Doit-on, dès lors, attendre de tous les élèves qu'ils se fondent dans le moule? Une multitude de troubles peuvent entraver leur apprentissage: les problèmes physiologiques et instrumentaux (santé, langage, audition...) ou les difficultés d'ordre cognitif (concentration, mémoire...) qu'il faut savoir détecter afin d'y remédier. Si l'école échoue, elle laisse de nombreux enfants sur le bord de la route: « On ne peut laisser continuer un élève avec certaines lacunes jusqu'en 3e. Comment apprécier une matière quand on ne comprend pas les bases de celle-ci ? Peut-on passer dans la classe supérieure alors qu'il manque des acquis? » s'interrogeaient les enseignants lors du débat national sur l'avenir de l'école mené en 2004 à l'initiative de l'Education nationale. Leurs solutions pour pallier les faiblesses du collège unique : plus de souplesse dans les horaires, les groupes de travail ou les programmes. Et des approches individualisées pour aider chacun en fonction de ses difficultés.

Marguerite GROSSE - Pédagogies hors-série — octobre-novembre 2010

9

TRAVAILLER SEUL, UNE ÉTAPE VERS L'AUTONOMIE

Selon le pilier 7 du socle commun des connaissances et compétences, la scolarité obligatoire doit garantir à chaque élève l'acquisition de l'autonomie.

Si les années de collège ne deviennent pas un temps d'apprentissage de l'autonomie pour l'enfant, celui-ci risque de rencontrer de sérieuses difficultés lors de son entrée au lycée. Passé le cap de la 3e, les parents ne peuvent souvent plus suivre le contenu des programmes. A partir de la seconde, les professeurs considèrent comme acquis le fait que l'enfant sache travailler seul. Devoirs sur table, prise de notes, complexification des cours et des exercices, travail en groupe, etc. S'il n'a pas été habitué à être autonome, le choc risque alors d'être brutal.

Le rôle du parent. Il évolue dans le suivi du travail de l'enfant. Jusque-là répétiteur et intrusif *, il se transforme peu à peu en un soutien et devient observateur plus qu'acteur. Il a un rôle d'encouragement bienveillant et de soutien vis-à-vis de l'enfant.

L'autonomie en 6e

Une année de transition. L'élève passe d'un instituteur à plusieurs professeurs. Il change de classe à chaque cours et se voit confronté à la nécessité d'échelonner son travail dans le temps. Il doit apprendre à gérer son agenda, à préparer son cartable et à s'organiser sur plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

Selon Sylvaine Jaoui, enseignante et auteur de « Collège, guide de survie » (éditions de la Martinière Jeunesse), « l'acquisition de la méthode se joue au premier trimestre. Le rôle des parents est d'être présent pour contrôler les devoirs de l'enfant. Ils peuvent coller un emploi du temps au-dessus du bureau et faire des cheks-lists pour l'aider à préparer son cartable ». En consultant l'agenda, ils doivent demander à l'enfant de s'avancer pour qu'il acquière de bonnes habitudes dès la rentrée.

L'aider à faire ses devoirs ne signifie pas rester avec lui, encore moins faire les exercices à sa place. L'enfant aura un jour où l'autre des contrôles en classe où il ne pourra bénéficier d'aucune aide.

L'autonomie en 5e - 4e

Les attentes des professeurs changent. Le cycle de 5e - 4e permet aux élèves d'élargir leurs connaissances et leurs compétences. « Les enseignants exigent désormais les mêmes choses qu'en sixième, mais de manière automatique, note Sylvaine Jaoui. La gestion du matériel scolaire et l'apprentissage des leçons le soir sont considérés comme acquis. Les professeurs laissent les élèves prendre des notes en répétant moins souvent l'information.

Il est nécessaire que les parents se montrent disponibles, mais dans le but d'orienter l'enfant plutôt que de lui mâcher le travail. « Il faut établir des contrats avec l'adolescent. Lui dire par exemple je te laisse travailler seul tant que tes notes sont bonnes. Il faut l'encourager et le féliciter lorsqu'il fait preuve d'autonomie ».

Entre 12 et 14 ans, l'adolescent a besoin de savoir pourquoi il travaille, il est en recherche de sens. Avant de penser à le rendre autonome, s'il manque de motivation, il est important de savoir lui donner le goût de l'école et l'envie d'apprendre.

L'autonomie en 3e

Une préparation au lycée. Les professeurs du lycée attendent de l'élève qu'il ait acquis une autonomie intellectuelle. L'enfant doit savoir prendre des initiatives et s'organiser seul dans son travail. « Le brevet n'est pas l'enjeu le plus important », estime Sylvaine Jaoui. La 3e est surtout le virage qui aborde la classe de seconde. « Il est important que les parents signalent à leur enfant que l'enjeu de la classe de 3e est double : avoir son brevet et acquérir les fondamentaux pour réussir au lycée »

Florence PERCEVAUT - Pédagogies hors-série — octobre-novembre 2010

** intrusif : qui a le caractère de l'intrusion, fait de s'introduire dans un lieu, un groupe sans y être invité*

APRÈS LA CLASSE... LÀ OÙ TOUT SE JOUE

Un environnement familial propice à l'apprentissage des leçons et à l'ouverture culturelle est devenu l'élément déterminant de la réussite scolaire.

En France, c'est quand l'école finit que tout commence. Alors que les cartables passent le pas de la porte, la responsabilité éducative est remise aux mains des parents. Exercices à faire, leçons à apprendre, cours de soutien, exposés à préparer... A 18 h, la journée recommence.

Héritage culturel, le point cardinal.

La culture est un capital qui se transmet des parents à l'enfant. Ce n'est plus un secret il est crucial pour réussir sa carrière d'élève. « L'un des critères les plus importants pour comprendre les parcours scolaires des élèves, c'est, à position sociale équivalente, le niveau de diplôme des parents constate Bernard Lahire, professeur de sociologie à l'École normale supérieure. On sait depuis le début des années 60, que le capital culturel est l'atout pour réussir très tôt à l'école ». Le niveau de diplôme des parents constitue donc le meilleur prologue à la réussite future. Il permet à un écolier de faire ses premiers pas avec succès et de lancer la machine. Les futurs collégiens ont une meilleure confiance en eux face aux études et surtout, ils s'autorisent à rêver leur projet professionnel. Au moment des devoirs à la maison, cet héritage réapparaît. Il est souvent couplé à un intérêt et une implication très forte des parents dans la scolarité de leurs enfants.

Les familles les mieux dotées sont aussi celles qui ont la meilleure connaissance de l'institution scolaire et peuvent se l'approprier. Celles-ci savent choisir pour leurs enfants les meilleurs établissements, mais aussi leur faire prendre de l'avance très tôt. Parmi les bons élèves, on compte d'ailleurs une forte proportion d'enfants d'enseignants. Leur taux de réussite au bac général est plus élevé que la moyenne, toutes catégories professionnelles des parents confondues. Et avec mentions. « Un enfant dont les parents peuvent aider sera toujours sollicité intellectuellement », explique le sociologue Dominique Glasman. Les devoirs du soir, une majorité des parents s'y collent, preuve de leur bonne volonté. Ils y passent aujourd'hui plus de temps qu'il y a dix ans. Au total, 19 heures par mois. Plus de 60 % des mamans avouent dès lors se sentir parfois dépassées... Rien d'étonnant car en termes de méthodes, naturellement, les parents profs connaissent mieux que quiconque les règles du jeu.

« Un bon élève travaille à la maison, est autonome dans ses révisions et régulier dans ses devoirs », constate Nicole Mont, enseignante en classe de 4e. Et derrière le constat, se cache une réalité plus complexe. « A cause d'une mauvaise méthodologie, un élève besogneux peut s'administrer de longues heures d'études pour des résultats médiocres ». L'incompréhension des consignes et la fatigue aidant, l'ado peut alors bien vite baisser les bras. Au final, les deux tiers des parents offrent des solutions inappropriées aux tâches que doit réaliser l'élève: « certains apportent un soutien moral de manière à ce que l'enfant termine au plus vite ses devoirs, d'autres tentent d'expliquer des concepts avec des méthodes et des termes différents de ceux utilisés aujourd'hui en classe. Enfin, certains exercices nécessitent d'être réalisés par l'enfant seul si l'on veut que leur efficacité soit totale », explique Dominique Glasman. Les notes aux examens déterminent, au final, la réussite de l'élève et celle des parents, dont la responsabilité éducative engage de fait leur image de « bons parents ».

Florence PERCEVAUT Pédagogies hors-série — octobre-novembre 2010

LA CONFUSION DES ÂGES

Laquelle est la mère, laquelle est la fille ? Même silhouette, même look, mêmes traits juvéniles. A l'heure du jeunisme roi, où allongement de la vie, Botox et crèmes anti-âge font rêver à une jeunesse éternelle, les frontières entre les différentes étapes de l'existence s'estompent. Fillettes frimées en « bimbos », lycéens préoccupés par leurs retraites, jeunes adultes coincés faute d'emploi chez papa-maman, parents et enfants « amis » sur Facebook s'échangeant leurs playlists Mp3, quadras divorcés en pleine seconde jeunesse, papas gâteau de 55 ans et plus, seniors globe-trotteurs accros à Internet: on nage en plein brouillage des âges ! Ce n'est plus la confusion des genres, c'est la confusion des générations. Dans la mode féminine, c'est une évidence : la tendance est au transgénérationnel. « On assiste à une nouvelle « complicité » mère-fille, observe Vincent Grégoire, directeur de création à l'agence Nelly Rodi. Résultat : pour semer des parents qui copient leurs looks, les jeunes branchés se réapproprient les vieux codes bourgeois comme le Loden, le Barbour ou les mocassins. Outre l'évident intérêt commercial de capter dans un même lieu deux générations de clientes, pour Jean-Michel Bertrand, professeur à l'institut Français de la Mode, cette mode est, comme toujours, « le symptôme de quelque chose qui s'organise ailleurs ».

En effet, ces convergences ont des racines plus profondes. « On entre dans une société où les différences individuelles de valeurs, de style de vie, sont nettement plus importantes que les écarts générationnels », constate Rémy Oudghiri, directeur de la prospective chez ipsos. Car depuis une vingtaine d'années, les relations entre les générations ont beaucoup évolué. Un chiffre résume étonnamment la situation : 69 % des Français disent avoir « beaucoup de complicité » avec leurs parents ! Et ils sont de moins en moins nombreux à ressentir un « fossé » entre leurs valeurs et celles de leurs aînés. On est loin des violentes confrontations générationnelles des années 1960-1970, sur fond de postures morales et autoritaires. Les difficultés économiques, elles aussi, contribuent à rapprocher les âges. « Avant, il fallait être autonome, quitter le nid au plus vite. Aujourd'hui, cela prend plus de temps de trouver une situation stable, et les parents servent de soupape de sécurité dans cet entre-deux ». « Le contexte est infantilisant », poursuit Vincent Grégoire. « Le futur est perçu comme tellement anxigène que l'on vit dans la nostalgie en refusant de grandir ».

Une régression qui inquiète les psychologues, d'autant que parallèlement, les enfants sont de plus en plus considérés comme des décideurs à part entière. « Ils ont besoin de différences sur lesquelles s'appuyer, d'avoir des parents qui ne leur ressemblent pas », rappelle Béatrice Copper-Royer, auteur de « Vos enfants ne sont pas des grandes personnes » (Albin Michel, avril 2010). Mère de deux adolescentes, l'écrivain Nathalie Azoulai se dit « écoeurée » par ces femmes qui cultivent le mimétisme avec leurs filles. « Elles les écrasent ! En leur prenant ce qu'elles ont de bien - leur style, leur audace, leur désinvolture - , tout en l'agrémentant de l'assurance de la femme mûre, elles confortent le modèle de la mère indépassable, indétrônable, c'est un carnage ! ».

Deux secteurs, pourtant, maintiennent le cloisonnement entre les générations. Les nouvelles technologies, d'abord. Même si la fracture numérique tend à se résorber, si tous les actifs se servent d'Internet au quotidien, si une poignée de quadras « twittent » allègrement, et si les seniors s'équipent à grande vitesse, l'existence connectée et l'expertise quasi innée restent le propre des « jeunes ». Autre bastion de résistance l'entreprise. « Elle est dans la logique totalement contradictoire avec l'évolution de la société », explique Rémy Oudghiri. « Les ressources humaines ne connaissent plus que deux catégories -juniors et séniors-, comme si l'on était toujours « encore jeune », écrit pour sa part Pierre-Henri Tavoillot. D'où la crainte sur fond de réforme des retraite que la « fin des âges » ne se transforme en « lutte des âges ».

Lisa VATURI - Le Nouvel Observateur - 25 novembre - 1er décembre 2010

LES NOTES, POUR QUOI FAIRE ?

Non, Gabriel n'aime pas l'école. Il n'a pas de bonnes notes. « J'ai peur de la maîtresse, qu'elle me punisse, qu'elle s'énerve », dit-il. Gabriel redouble son CE2. L'année dernière a été pénible « Quatre filles se moquaient de lui parce qu'il était mauvais élève », raconte sa mère. « A la Toussaint, le directeur m'avait dit que j'allais redoubler », ajoute Gabriel. Un échec annoncé huit mois à l'avance ? Il croit que c'est de sa faute. A 10 ans, il n'est pas encore assez grand pour se mettre en colère contre une école qui note, classe et casse. Et qui vous lâche quand vous n'y arrivez pas.

Des enfants comme Gabriel, l'Afev * en suit près de 10 000 en France cette année. Pour la troisième année consécutive, elle publie un sondage réalisé auprès d'eux par Trajectoires-Reflex, un cabinet d'études des politiques publiques. « A l'école, 43 % des élèves ont souvent mal au ventre avant d'aller en classe, 24 % ont le sentiment que le maître les dévalorise et les sanctionne, 31 % pensent qu'il ne s'intéresse pas à eux, et un enfant sur deux pense qu'il ne va pas arriver à faire ce que le maître lui demande et craint de montrer ses notes à ses parents », cite Eunice Mangano, une des responsables de l'Afev. Des chiffres qui font l'écho aux résultats des enquêtes de l'OCDE ** sur le bonheur à l'école. La France est 22ème sur 25. Stress, peur de ne pas bien répondre... Pour tous ces élèves, le stigmate de l'échec, c'est la mauvaise note. L'Afev réclame d'autres manières de travailler : plus de solidarité, de coopération ; moins de compétition, de jugement de valeur. Pour forcer ce changement, il faut porter le fer au cœur du système. L'association lance donc un appel solennel pour supprimer les notes à l'école primaire.

« Les études de psychologie scolaire montrent bien comment les évaluations négatives font naître un sentiment fort d'incompétence. La personne finit par penser qu'elle est nulle », résume le sociologue de l'éducation Pierre Merle. Les pédopsychiatres en reçoivent dans leur cabinet, de ces enfants malades de l'école. Marcel Rufo, à Marseille : « Près de la moitié de mes patients souffrent des conséquences des difficultés scolaires. Les notes blessent l'enfant et ses parents ».

Et la situation s'aggrave. « Depuis les années 1970, constate l'historien de l'éducation Antoine Prost, le rôle des notes s'est accentué avec la course au diplôme ». Une aberration puisque toutes les études en psychologie sociale montrent que la motivation scolaire dépend de l'estime de soi, du sentiment de sa compétence à apprendre. « Les bonnes pratiques allient une absence de compétition et une évaluation qui se fait sous forme de remarques constructives, pour que l'élève sache ce qu'il doit faire pour s'améliorer », résume Pascal Bressoux, qui dirige le laboratoire des sciences de l'éducation à l'université de Grenoble. Lire en haut de sa copie qu'il faut revoir l'accord du participe passé ou la définition de la médiane est plus utile qu'une simple note en rouge. Le ministère de l'Education essaie bien de faire évoluer ces pratiques. En 1969, par exemple, il tente de remplacer les notes par des lettres A, B, C, D. Un fiasco. Les professeurs ont vite fait d'introduire des A+, des A-... Ce qui revient au même que les notes. Mais la loi de 2005 pour l'avenir de l'école a marqué une nouvelle étape avec le livret de compétences. Les instituteurs sont tenus désormais, pour chaque élève, d'évaluer des dizaines d'aptitudes fines en consignant A pour Acquis, NA pour Non Acquis, EVA pour En Voie d'acquisition. Attentif aux recommandations de l'OCDE, le ministère étend cette année l'usage de ce livret aux années collège. Pour la première fois, les élèves qui passent le brevet vont voir leurs compétences prises en compte, en langues étrangères notamment. Au ministère, la démarche de l'Afev ne semble pas extravagante. « Cet appel n'est pas en contradiction avec nos préoccupations, confirme Jean-Michel Blanquer, à la tête de la DGESCO ***. Mais nous sommes prudents. Nous cheminons vers un autre système d'évaluation, tout en évitant de faire tout, tout de suite, de manière excessive ».

Reste que dans les classes la majorité des instituteurs, du CP au CM2 continue de mettre des notes. Elles font tellement partie de la culture française... « Les professeurs ont rempli les livrets de compétences, mais ils ont continué de faire des bulletins de notes, parce que les parents les réclamaient ».

Caroline BRIZARD - Le Nouvel Observateur — 18-24 novembre 2010

* *association de la fondation étudiante pour la ville*

** *OCDE: organisation de coopération et de développement économiques*

*** *DGESCO: Direction générale de l'enseignement scolaire*

FIN DU PÉTROLE C'EST POUR... APRÈS-DEMAIN

Les transports routiers mondiaux dépendent à 90 % du pétrole. Aujourd'hui, un baril produit sur deux est transformé pour permettre aux hommes de se déplacer et aux marchandises d'être acheminées. Dans vingt ans, les experts estiment que cette proportion tombera à 60 %. Où en sera alors la production pétrolière?

Les plus anciens s'en souviendront. Lors des deux crises pétrolières des années 1970, celles qui ébranlèrent le monde économique, les Cassandre prédisaient une pénurie de pétrole à court terme. En 1978, on estimait les réserves à vingt-huit ans. Nous devrions donc être à sec de pétrole depuis... quatre ans. On peut se moquer à posteriori des prédictions de l'époque, mais il faut savoir que le pétrole n'est pas une ressource inépuisable.

En fonction du prix

« On aura autant de réserves que l'on veut bien le décider, tempère Guillaume Maincent, journaliste indépendant, spécialisé dans le domaine des énergies. Car tout dépend du prix du baril ». Le peak oil, période fatidique qui correspond au moment où la consommation de pétrole sera plus importante que les ressources, est attendu pour 2020. Mais rien ne nous garantit qu'il ne sera pas repoussé. « Parler de réserves n'a pas de sens », raisonne André Douaud, ancien directeur de recherches Moteurs et Energies à l'IFP (Industrie française du pétrole), ancien directeur technique du Comité des constructeurs français automobiles (CCFA) et aujourd'hui consultant. « Il faut parler de réserves en fonction du prix du baril. En caricaturant, on peut dire qu'il nous reste 10 ans de réserve si le pétrole est à 30 \$ le baril, 50 ans s'il est à 100 \$, explique Guillaume Maincent. A ce prix, cela devient alors rentable de forer à 3 000 mètres sous la glace du Groenland ». Ce qui d'un point de vue environnemental reste discutable.

Ère charnière

Jean-Louis Schilansky, président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip), abonde dans le même sens et confirme: « Avec un baril entre 70 et 80 \$, ce qui est le cours actuel, c'est économiquement rentable d'aller extraire du pétrole au large du Brésil, en Sibérie ou dans les sables bitumeux en Alberta (Canada) ». Néanmoins, malgré cet optimisme de façade, il ne faut pas oublier que toutes les réserves « faciles » d'accès ont déjà été trouvées. « Jusqu'à présent, hors spéculation, comme on l'a connu mi-2008, le pétrole était une énergie peu chère, observe André Douaud. Nous sommes entrés dans une ère charnière où la production va être plus coûteuse ».

«Vous avez d'un côté l'énergie existante à l'état naturel, comme le pétrole, dont les ressources sont limitées, et de l'autre l'énergie qui n'existe pas et que l'on doit « fabriquer », comme l'électricité, utilisée dans les voitures électriques et à hydrogène ». Et on ne parle pas du gaz, qui est plus proche de nous, et dont les réserves sont plus importantes que celles du pétrole. « Nous n'avons pas pour l'instant découvert d'énergies alternatives au pétrole, qui soient bon marché et faciles à transporter et à utiliser, rappelle néanmoins André Douaud, qui conclut par un clin d'oeil. La dernière goutte de pétrole sera utilisée pour un véhicule ». Il ne nous reste plus qu'à espérer que ni nous ni nos enfants ne pourront vérifier si cette prédiction était juste ou pas.

Christophe BOURGEOIS - l'Argus de l'automobile – 25/02/10

ALLÉGER LES EMPLOIS DU TEMPS POUR AMÉLIORER LES RÉSULTATS

C'est un sujet de société. De ces sujets qui retentissent sur la vie des familles, l'économie du tourisme, la santé et, évidemment, l'apprentissage des enfants.

C'est aussi un sujet difficile à appréhender sans provoquer les foudres de tel ou tel lobby. Pourtant, le 8 avril, le ministre de l'éducation annonçait la tenue prochaine d'une conférence sur les rythmes scolaires. Précipitation ? Non se défend le ministre à qui les intervenants au Etats généraux sur la sécurité à l'école ont rappelé qu' « une partie de la violence scolaire est liée au stress, et à la fatigue des élèves ». En éducation tout est lié. Cette conférence devrait surtout donner le signal de l'ouverture d'un débat national qui pourrait s'installer durablement dans la vie du pays. Ce sujet de société engage la vie des Français dans un pays dont le pouls bat au rythme des vacances scolaires, où la semaine des parents s'organise autour de celle des enfants.

Aujourd'hui, en France, de la maternelle à la fin du lycée, l'année scolaire comprend trente-six semaines de cours, réparties en cinq périodes entrecoupées dix à quinze jours de congés toutes les sept semaines de classe. Commence à émerger l'idée d'un possible allongement de l'année jugée trop compacte.

L'institut Montaigne a proposé de diminuer la durée des vacances d'été d'une quinzaine de jours. C'est sans doute un des leviers majeurs pour faire évoluer ce dossier, mais le secteur du tourisme - un secteur économiquement important - ne manquera pas de faire entendre sa voix.

Les parents non plus. A la mi-avril, une enquête Ipsos — France-soir montrait que « 60% des Français approuvent le principe du raccourcissement de la durée des vacances scolaires d'été, à condition que cela permette d'alléger les journées de cours des élèves ». En revanche, le même sondage indique que 45% des Français sont opposés à un « zonage » des vacances d'été, thème auquel le ministre ne s'interdit pas de réfléchir.

L'autre sujet difficile est celui de la journée. Là, c'est la décision prise à la rentrée 2008 de supprimer les cours du samedi dans l'enseignement élémentaire qui revient. Décidée pour rendre le week-end aux parents, la mesure pose de multiples problèmes. Elle a encore concentré un peu plus les apprentissages. Le temps des respirations que pouvait constituer la demi-journée supplémentaire permettait des activités autres que les mathématiques ou le français. Aujourd'hui, les crayons de couleurs et la peinture restent bien trop souvent au fond du cartable. Preuve que changer les rythmes change inévitablement les apprentissages. Faut-il pour autant tester une école à l'allemande avec les apprentissages des fondamentaux le matin et des activités sportives ou culturelles l'après-midi ? Le débat mérite d'être posé en primaire, si l'Allemagne revient sur ce rythme, c'est surtout pour ses plus grands élèves. Il restera à convaincre les collectivités locales.

Petite avancée qui pourrait se concrétiser dès la rentrée. Le ministère, par la voix de sa direction de l'enseignement scolaire, a annoncé qu'il soutiendrait l'organisation de la semaine de quatre jours et demi là où les équipes le souhaitent. Le problème étant que peu d'adultes ont envie d'opérer ce qu'ils considèrent comme une marche arrière travailler une demi-journée de plus. Mais est-ce un recul ou un progrès ?

Du point de vue de la chronobiologie*, c'est un progrès. Depuis des années, ce minuscule lobby n'arrive pas à faire entendre sa voix. Les enseignants ont beau travailler pour les six millions d'enfants scolarisés dans les écoles primaires, leurs résultats ont beau converger et être même très clairs, leur voix a du mal à passer, étouffée par des intérêts qu'on peut croire supérieurs. Or eux connaissent les rythmes qui permettent à l'école d'être plus efficace sans allonger les heures de classe. A quoi bon en effet obliger un élève à l'acte de présence si son cerveau n'est pas disponible ?

Alors que la France ne brille pas vraiment dans les classements internationaux, ne s'agit-il pas là d'une piste à explorer ?

Marc DUPUIS — Le Monde—12 mai 2010

**chronobiologie : étude des rythmes biologiques*

MÈRE-FILLE : UN CORDON AMBIGU

Grandir, aimer hors du giron maternel, sans culpabilité ni agressivité, c'est ce que l'on appelle familièrement « couper le cordon ». Une opération qui exige de la volonté et un vrai désir de s'émanciper.

Une mère qui menace de déshériter sa fille, une fille qui veut placer sa mère sous tutelle et des échanges par médias et avocats interposés qui ont interpellé la France entière. Ce qui est certain, dans « l'affaire Bettencourt », c'est la relation mère-fille, exposée au grand jour a autant fasciné les Français que les multiples rebondissements politico-économiques qu'elle suscite. Nul doute que cette relation filiale aussi compliquée que passionnelle a résonné de manière singulière chez plus d'une mère et plus d'une fille...

Où finit la complicité, où commence la fusion ? Il n'est pas toujours facile de faire la distinction. « Surtout depuis les années 1970, avec l'apparition de la mère-copine, constate la psychanalyste et psychologue Malvine Zalcberg. Ces comportements de grande complicité, qui réduisent la distance entre l'une et l'autre, peuvent faire écran et dissimuler des cordons mal coupés ou des relations fusionnelles ». Coups de téléphone quotidiens, demandes régulières de conseils, telles sont quelques-unes des manifestations modernes des relations étroites entre mères et filles. Mais il en existe d'autres, encore plus trompeuses, qui s'expriment dans les conflits récurrents, les longs silences ou les apparentes prises de distance. « La dépendance n'est pas forcément affichée ou matérialisée », détaille Isabel Korolitski, psychanalyste. Selon celle-ci, on peut s'en éloigner si l'on accepte que l'on ne sera jamais complètement séparées et que l'on comprenne aussi que ce n'est pas à la mère de donner la liberté, mais à sa fille de la prendre. « Ce qui suppose de pouvoir renoncer à certains fantasmes, dont l'immortalité (si je reste la petite enfant de ma mère, je ne meurs jamais), à assumer l'ambivalence des sentiments (haine et amour sont intriqués) et à prendre sa place dans une lignée générationnelle ».

Démêler l'écheveau

« Il est nécessaire que soient démêlés ces fils délicats tissés depuis l'enfance et qui déterminent le rôle primordial de la mère sur le destin de sa fille », souligne Malvine Zalcberg. Elle rappelle également que « le fameux cordon qui relie l'une à l'autre recouvre plusieurs aspects et dimensions de leur relation il n'est pas un fait unique, isolé, que l'on trancherait d'un grand coup de ciseaux pour se libérer ». Mais comment savoir si l'on s'est détachée ? « On se sent moins tiraillée, moins douloureusement travaillée par les conflits intérieurs, répond Isabel Korolitski. En résumé, on pourrait dire que l'on se sent (enfin?) reliée, mais pas ligotée ».

Flavia MAZELIN SALVI — le journal du centre—9 mars 2011

LE RISQUE ALCOOLIQUE SOUS-ESTIMÉ PAR LES CONSOMMATEURS

15% des hommes de plus de 40 ans boivent plus de 21 verres par semaine

Dans les années 1980 et 1990, deux campagnes de prévention sont restées célèbres — Un verre ça va, trois verres, bonjour les dégâts... puis Tu tes vu quand t'as bu ? - avaient été conçues pour alerter les Français sur les dangers d'une alcoolisation excessive. Vingt ans plus tard, les pouvoirs publics ont changé de message, mais aussi de cible. Une nouvelle campagne de sensibilisation, présentée ce matin par la secrétaire d'Etat à la Santé, Nora Berra, met ainsi l'accent sur les risques d'un usage régulier d'alcool.

« Il s'agit de rappeler qu'une consommation quotidienne excessive, même si elle paraît anodine, peut avoir des conséquences sur la santé souligne Nora Berra. Les maladies liées à l'alcool ne concernent pas seulement les personnes dépendantes, qui sont peu nombreuses. Cette représentation caricaturale reste pourtant répandue ».

Les hommes de plus de 40 ans sont plus particulièrement visés par ce message. Leur consommation est considérée comme excessive lorsqu'elle est supérieure à 3 verres par jour, ou 21 verres par semaine. Selon les premiers résultats du Baromètre santé 2010, en parti dévoilés ce matin, près de 15 % des hommes de 40 à 75 ans sont dans ce cas de figure, contre 3 % des femmes. Et la consommation augmente avec l'âge. On comptait ainsi en 2005 environ 3,7 millions d'usagers à risque — dépendants ou non.

Or ces buveurs réguliers sont difficiles à sensibiliser, selon l'institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes), car « Ils ont une moins bonne connaissance des seuils de risque et ont tendance à minimiser leur consommation ». La moitié d'entre eux deviendront, à terme, dépendants. Réalisé par l'Inpes, le spot télévisé met donc en scène un homme âgé d'une quarantaine d'années, qui boit à différents moments de la journée. « Boire un peu trop tous les jours, c'est mettre sa vie en danger », conclut la publicité, qui sera diffusée à partir du 13 mars et renvoie à un questionnaire sur Internet qui permet dévaluer sa consommation. Selon la secrétaire d'Etat à la Santé, « chacun pourra ainsi s'interroger sur ses habitudes et éventuellement prendre conscience de la réalité du danger encouru ».

Responsable de plus de 30 000 décès par an, l'alcool reste la deuxième cause de mort évitable en France. « Des études en cours laissent penser que la plupart des patients qui meurent de leur consommation d'alcool ne sont pas encore dépendants », souligne Philippe Batel, alcoologue à l'hôpital Beaujon, qui rappelle qu'une consommation régulière peut entraîner des dommages tels que des maladies alcooliques du foie, des maladies neurologiques ou de l'hypertension artérielle. « Or ces dommages sont réversibles, souligne le Dr Batel. Il suffit ainsi de réduire sa consommation sous le seuil des 21 verres par semaine pour limiter les risques ».

La consommation d'alcool des Français continue cependant, dans l'ensemble, à baisser. Les premiers résultats du dernier Baromètre santé sont de ce point de vue encourageants. Entre 2005 et 2010, la consommation régulière ou quotidienne des 40-75 ans est ainsi passée de 25 à 16,6 %.

Delphine CHAYET — Le Figaro — 10 mars 2011

«LA CRAINTE D'ÊTRE SEUL(E) PEUT ENGENDRER DES ADDICTIONS »

Interview de Catherine AUDIBERT, psychologue et psychanalyste.

Le Figaro — La capacité à être seul résulte de notre construction psychique. Comment se développe-t-elle ?

Catherine AUDIBERT — D.W. Winnicott, pédiatre et psychanalyste anglais, a observé l'enfant en présence de sa mère et montré l'importance de la capacité de la mère à permettre à son enfant, même tout petit, de jouir de « son être-seul ». La capacité d'être « seul en présence de la mère » est, de la sorte, la façon dont les bébés et les jeunes enfants peuvent s'abandonner, se détendre, pour, en grandissant, être en mesure de se concentrer sur une activité qui est la leur, comme le jeu par exemple, et plus tard les apprentissages. Cette relation à soi n'est possible que grâce à un adulte qui sait s'identifier aux besoins du bébé, sans lui imposer des temps d'absences trop longs et sans non plus empiéter sur sa personne dans les temps de présence.

Le rôle des parents est donc fondamental dans cet apprentissage ?

Dans mon cabinet, j'observe que certains enfants, lorsqu'ils arrivent, écoutent un peu ce que leurs parents ont à dire sur eux, puis, très vite, se dirigent vers les jeux à leur disposition et commencent à vivre leur petite vie personnelle. Mais d'autres en sont incapables et restent accrochés soit au corps, soit aux paroles, soit au regard de leur mère et ne s'enhardissent pas du tout à aller explorer ce qu'il y a dans la pièce, même lorsque je les invite à le faire, j'ai souvent l'impression devant ces enfants qu'ils s'empêchent inconsciemment de sortir du champ de vision de leur parent pour ne pas angoisser celui-ci. Certains adultes ne peuvent suffisamment permettre à leur enfant de jouir des moments de solitude car ils se montrent trop présents, trop stimulants ou trop dépendants de cet enfant qui a parfois pour fonction inconsciente d'éviter la solitude de son ou de ses parents.

Quelles conséquences à l'âge adulte ?

Dans le couple, le sujet sera dans un rapport de dépendance à l'autre dans le but souvent inconscient d'être confronté à une solitude qui lui est insupportable. D'autres addictions peuvent aussi tenter de colmater les angoisses provoquées par la crainte de la solitude. Certaines personnes, à la suite d'un décès ou d'une séparation, pratiquent l'automédication pour calmer la douleur de la perte (alcool, médicaments, etc.), mais l'addiction ne se met vraiment en place que chez ceux pour lesquels la solitude n'est absolument pas supportable.

Les « panoplies relationnelles » offertes par les nouvelles technologies permettent-elles d'enrayer ces troubles ?

Notre époque développe des moyens de plus en plus sophistiqués pour être en relation avec les autres (téléphone mobile, Internet, déplacements faciles...), mais ces possibilités modernes renforcent parfois la conscience de la solitude, puisqu'elles la mettent finalement en évidence. C'est parce que vous avez un mobile que vous pouvez évaluer le nombre d'appels que vous recevez. De plus, nous sommes pris à travers elles dans une sorte de nécessité de « rentabiliser notre temps » de manière à ce qu'il n'y ait plus de temps vide, de temps de solitude, pour nous ou nos enfants. Notre société véhicule donc une image très négative de la solitude (on voit souvent les solitaires comme des personnes asociales), en même temps qu'elle favorise des modes de vie de plus en plus individualistes (divorces, etc.). C'est là l'un des grands paradoxes que nous devons dépasser.

Propos recueillis par Pascale SENK — Le Figaro—7 mars 2011

GRANDES ET PETITES INCIVILITÉS DE LA ROUTE

Manquements au droit ou à la courtoisie, une certaine race d'usagers de la route est loin de se montrer exemplaire.

Comportement. Hausse des tués sur la route en février (+ 7,5 %), nous dit la Sécurité routière. Ce mauvais chiffre prouve que les radars ne peuvent rien quand ils ont affaire à plus fort qu'eux. En l'occurrence, la météo plus favorable cette année qu'en 2010, elle a favorisé l'augmentation du trafic, et donc mathématiquement le nombre de morts. Cette statistique a étonnamment laissé les « associations » soutenant la répression plus discrètes que d'habitude. Aurai-elles compris, après la classe politique, que cette majorité silencieuse que constituent les automobilistes en a assez d'un bâton brandi au nom des éternels bons sentiments? Que c'est le comportement des conducteurs qui est plus important que la vitesse à laquelle ils roulent ?

S'il a appris, dans un réflexe pavlovien, à lever le pied avant un radar, l'automobiliste français est par ailleurs loin d'être irréprochable. Qui n'a pas constaté, au moins une fois lors d'un parcours urbain, un véhicule changeant de file sans avoir réglementairement actionné son clignotant ? Ce péché par omission semble s'être considérablement étendu ces dernières années. Tant pis pour les motards, de très loin ses premières victimes.

Eux non plus n'ont pas tous des comportements exemplaires. Tels ceux qui vous frôlent à toute vitesse quand votre quatre-roues est scotché dans les embouteillages. Ces champions du guidon décochent parfois de méchants coups de botte dans la carrosserie d'automobilistes ayant eu l'outrecuidance de gêner leur remontée de file. Attitude d'autant plus regrettable que les motards forment une minorité majoritairement fraternelle et amicale.

Beaucoup plus, en tout cas, que celle des forçats du klaxon. Les plus sadiques se régalaient de vous faire sursauter quand ils jugent que vous ne démarrez pas assez vite à leur guise au feu. Amis provinciaux, je vous vois venir : non, il ne s'agit pas seulement d'une attitude de Parisien énervé. Quant à vous, Mesdames, sachez que vous n'avez rien à gagner à singer ce rite d'origine masculine.

Conducteurs, conductrices, nous sommes tous égaux dans la désinvolture. Celle qui pousse à se garer à « l'à peu-près », trop loin du trottoir ou trop près d'une sortie de parking. Ou à freiner puis à s'arrêter sans prévenir, parce qu'on a aperçu un ami de l'autre côté de la rue. Les plus culottés répliqueront alors doctement face aux dégâts qu'ils viennent de causer: « On doit toujours rester maître de sa vitesse ». Mention spéciale, enfin, pour les piétons et les cyclistes des grandes villes. Rien ne les autorise à se comporter en pays conquis en se croyant investis de tous les droits. Sauf, hélas, le premier d'entre eux celui de se faire écraser.

Philippe DOUCET — Le Figaro 15 mars 2011

L'ESSOR INQUIÉTANT DES ALLERGIES ALIMENTAIRES DE L'ENFANT

En constante augmentation, les allergies alimentaires frappent entre 3 et 7 % des enfants des pays développés et leur fréquence croît aussi dans les pays en développement. Cette évolution, leur gravité potentielle et les difficultés du diagnostic ont conduit les Etats-Unis en 2010, et aujourd'hui la Grande-Bretagne, à édicter de nouvelles recommandations pour aider les médecins à mieux les identifier et les prendre en charge. En France, si l'on ne dispose que d'enquêtes épidémiologiques partielles, la fréquence semble identique avec 5 à 8% des enfants de 1 à 2 ans atteints contre 2 % chez l'adulte. « Malgré les différences d'alimentation d'un peuple, d'un pays à l'autre, on retrouve toujours les mêmes allergies alimentaires chez l'enfant : lait, oeufs, arachides, poissons, crustacés (crevettes surtout) », souligne le Dr Fabienne Rancé, pédiatre allergologue. « Avec deux particularités en France: l'allergie à la noisette, parce que nos enfants mangent du Nutella alors que les petits Anglais et Américains mangent du beurre de cacahuète, et celle au kiwi, encore inexpliquée ».

L'allergie alimentaire vraie se présente sous diverses formes. « Dans 90% des cas, la réaction est immédiate : l'enfant mange une cacahuète et dans les 10 minutes, au maximum dans l'heure qui suit, il fait une urticaire et parfois un oedème. Un signe est typique de l'allergie alimentaire : l'enfant se gratte la paume des mains, la plante des pieds et le cuir chevelu. Parfois, la réaction est plus violente, avec vomissements ou crise d'asthme, voire dans les cas graves un choc anaphylactique avec chute de tension ou pire, un arrêt cardiaque. Plus fréquente chez les enfants ayant un eczéma atopique** sévère, cette réaction allergique peut aussi survenir hors de ce contexte », explique le Dr Michel Bouvier (allergologue). « Il existe aussi une forme de réaction retardée, surtout dans l'allergie au lait de vache l'enfant a la diarrhée, présente des signes de dénutrition, et souvent une cassure de la courbe de croissance qui doit alerter ».

Test de provocation orale

Le diagnostic est précisé par des tests cutanés et un dosage sanguin spécifiques, puis confirmé par un test de provocation orale, « qui doit toujours être réalisé en milieu hospitalier par du personnel entraîné », insiste le Dr Fabienne Rancé. Quelles sont les causes de cette recrudescence ? La génétique joue un rôle puisque 80% de ces allergies surviennent dans des familles d'atopiques. « Mais surtout notre environnement nous vivons dans des logements plus confinés, plus exposés aux acariens, notre agriculture, nos arbres ont changé et nous exposent à des pollens qui provoquent des réactions d'allergie croisée aux aliments, par exemple allergie au pollen de bouleau et à la pomme ou la noisette, au pollen de cyprès et à la pêche... Nous consommons aussi plus de plats industriels dont des constituants ajoutés ou transformés modifient le pouvoir allergisant des aliments ».

Le traitement repose avant tout sur l'éviction de l'aliment responsable. Mais chaque allergie évolue différemment. L'allergie au lait ou à l'oeuf disparaît assez vite. « Quand elle persiste au-delà de l'âge habituel, l'allergologue peut tenter une réintroduction pour induire la tolérance, en milieu médical spécialisé. Au cas par cas, on peut aussi permettre de consommer l'aliment en petite quantité, en dessous de la dose limite », précise le Dr Rancé. En revanche, les allergies aux arachides, à la noix de cajou, et dans une moindre mesure aux poissons et crustacés, sont fréquemment fixées, définitives. « Dans les allergies graves avec risque anaphylactique, comme celle à l'arachide, une trousse d'urgence comprenant un antihistaminique***, de la cortisone, de la Ventoline et un stylo Anapen d'adrénaline doit être accessible en quelques minutes », insiste le Dr Bouvier. Ces enfants sont désormais admis en milieu scolaire grâce à un programme d'accueil individualisé établi en concertation avec l'établissement, la famille et la mairie. « Mais dans de nombreuses villes, comme à Lyon, les mairies refusent encore de les accueillir ».

Martine LOCHOUARN — Le Figaro — 21 mars 2011

**anaphylactique : sensibilisation accrue de l à une substance*

***atopique prédisposition familiale à certaines affections*

**** antihistaminique : produit pour combattre les réactions allergiques*

« S'ACHETER UN NOUVEAU VÊTEMENT A UN EFFET SUR LE PSYCHISME »

interview de Catherine Joubert, psychiatre et psychanalyste

Le Figaro — Bien loin d'être futile, notre relation aux vêtements semble pleine de sens pour la psychanalyse...

Catherine Joubert : Oui, car une garde-robe est forcément ambivalente : elle nous protège, nous dissimule, et en même temps elle nous expose et dessine notre image au milieu des autres. Elle nous donne l'impression que nous avons un certain pouvoir sur cette image, alors qu'en réalité nos vêtements laissent passer des messages qui nous échappent aussi. De plus, pendant l'enfance, la vêtue est l'apanage des parents. Dans les meilleurs des cas, elle est une prolongation des soins et de l'amour notamment maternels. Mais les parents s'approprient aussi le corps de leur enfant à travers certaines tenues imposées. Par exemple, certains habilleront leur fille aînée en garçon manqué; d'autres choisiront systématiquement des costumes d'enfant sage. A travers les vêtements qu'ils lui achètent, les parents révèlent la manière dont ils rêvent leur progéniture. Un rêve à la fois structurant mais aussi parfois terriblement contraignant pour l'enfant.

Mais à l'adolescence, cette prise de pouvoir des parents cesse ?

Evidemment, c'est une période où l'enfant prend du pouvoir sur son corps, en partie grâce à la tenue vestimentaire qu'il se choisit. Il n'a alors qu'un objectif : ne plus dépendre des parents, établir son autonomie, marquer sa différence. En même temps, son identité passe par des signes d'appartenance très forts au groupe qu'il s'est choisi parmi ses pairs. Mais même s'ils s'habillent tous pareil, s'ils veulent les mêmes marques, on remarque des mini-interprétations singulières sur leur tenue. Beaucoup d'ados portent le même modèle de jupe, mais l'une l'attachera de côté tandis qu'une autre la ceinturera...

Est-ce que « trouver son style » est une preuve d'équilibre ?

Oui, cela indique d'une certaine manière qu'on est suffisamment tranquille pour avoir trouvé une image de soi qui nous satisfait cependant, il faut aussi être capable de la faire évoluer, cette image. Ceux qui semblent afficher leur style de manière rigide et inamovible sont pris souvent dans la quête d'une image idéalisée d'eux-mêmes qui ne peut se modifier sans qu'ils se perdent eux-mêmes de vue. Tout comme ceux qui changent, sans cesse de look et ne sont jamais satisfaits d'aucun vêtement, comme si la distance avec l'image idéale d'eux-même était intolérable.

Notre garde-robe peut-elle d'une certaine façon nous soigner ?

En tout cas, comme cliniciens, nous voyons bien que l'un des premiers signes chez quelqu'un qui va mal et déprime se manifeste à travers ses tenues négligées, le peu d'attention qu'il accorde à sa tenue et même à son hygiène; à l'inverse, s'acheter un joli vêtement, rafraîchir sa garde-robe peut avoir un effet dynamisant sur le psychisme. Cela peut donner le sentiment de se renouveler, de « rester dans la course ». Surtout, quand on part en quête de cette nouvelle robe ou de ce nouveau pantalon, on rentre dans un rapport stimulant au désir de l'autre : on veut trouver quelque chose qui nous rende visible, donc désirable ; on veut être distingué par cette tenue, un peu comme Cendrillon est désignée par les pantoufles de verre. Observez les femmes qui, essayant des vêtements, se contemplant dans les glaces. Pendant quelques minutes, elles se regardent, les vendeuses les regardent, elles sont au centre du monde, comme le bébé qui est caressé par le regard de sa mère.

Propos recueillis par Pascale SENK —Le Figaro —21 mars 2011

VIOLENCE SUR LE NET, POURQUOI ILS REGARDENT ?

Interview de Patrick Ben Soussan, psychiatre et psychanalyste

**Les vidéos en ligne qui montrent des faits divers sanglants semblent fasciner les jeunes.
Simple curiosité ou véritable penchant sadique?**

D'après une récente étude, les jeunes internautes sont tout particulièrement attirés par des images de violence n'ayant rien de fictif comme les jeux vidéo ou les films : scarifications, blessures de guerre ou d'accidents de la route, maltraitance animale, passages à tabac filmés... Pourquoi se repaissent-ils* de ces images, et surtout, comment réagir ?

Femme Actuelle : Comment expliquer cet attrait si fort pour ces vidéos ?

Patrick Ben Soussan : Face à une séquence qui a été filmée sur les lieux d'un accident de la route et qui montre une victime avec une fracture ouverte, un adolescent sait que cette personne est en train de souffrir dans sa chair. Ce n'est pas un acteur qui joue la comédie ou un personnage d'animation en trois D. Et c'est cela qui le touche avec une intensité beaucoup plus forte qu'un film de fiction ou un jeu vidéo cette violence réelle le frappe de plein fouet car elle vient faire écho à celle qu'il ressent en lui. Chez un adolescent, la frontière entre son monde intérieur et l'environnement est floue, il y a une extrême collusion entre les deux : il est attiré comme un aimant par tout ce qui, au-dehors de lui, peut lui permettre de mettre en scène ce qu'il vit en son for intérieur.

FA: C'est donc un écho à sa propre violence. Mais pourquoi l'habite-t-elle autant ?

PBS: Parce que le processus de transformation adolescente fait violence à son propre corps et à son psychisme. S'extirper de son corps d'enfant, c'est forcément brutal ! Voilà pourquoi ces images de chairs abîmées et meurtries lui parlent. Quand il voit des gens qui souffrent « pour de vrai », sur son écran, son premier élan est empathique et identificatoire : il se met à leur place, a mal pour eux. Puis très vite, il se défend de cette émotion en riant et en jouissant de la scène. Une manière pour lui de prendre de la distance par rapport à ce qu'il vit de violent lui aussi.

FA: Mais prendre du plaisir à voir des gens souffrir, n'est-ce pas le signe que quelque chose ne tourne pas rond ?

PBS: Ne dramatisons pas. Cette violence, bien que réelle, il la regarde quand même sur un écran : il est fort probable que s'il assistait à des scènes comparables dans la rue, non seulement il n'en tirerait aucun plaisir, mais il tournerait les talons et en serait bouleversé. Il ne faut pas négliger non plus l'effet d'entraînement induit par Internet, média construit sur l'addiction : l'adolescent visionne une première vidéo sur un site, puis clique sur un lien et en découvre une autre, etc. Ce modèle peut conduire à un besoin de toujours plus, toujours plus « fort », surtout chez les plus fragiles.

FA : Ces images risquent-elles de le faire passer à l'acte ?

PBS: Là encore, tout dépend de l'état psychique de l'adolescent, de son éventuelle fragilité. S'il arrive mal à contenir sa violence, s'il n'est pas soutenu et contenu par son entourage et se sent autorisé à se « lâcher », il peut alors exister un risque que ces images ouvrent une vanne... Mais un adolescent qui va plutôt bien et bénéficie de la présence d'adultes avec qui il entretient une relation stable ne sera pas complètement perméable à ces images. Il s'en lassera même assez vite.

Propose recueillis par Isabelle GRAVILLON — Femme actuelle - avril 2011

* *repâître* : se délecter

**«L'ADULTE N'EST PAS UN MODÈLE EN MATIÈRE DE PERCEPTION DU RISQUE.
LES JEUNES NE SONT PAS DES MARTIENS »**

**Interview de Jean-Pascal ASSALLY,
psychologue à l'institut français des sciences et technologies des transports,
de l'aménagement et des réseaux**

La prise de conscience du risque routier est-elle la même pour tous ?

Non, de multiples facteurs interfèrent, à commencer par l'âge. Sur le versant de la sécurité routière, l'explosion de la mortalité routière à partir de 14 ans correspond à l'accès au cyclomoteur. Mais sur le plan neurobiologique, la révolution hormonale est fondamentale. Un garçon, à l'adolescence, multiplie par 14 son taux de testostérone, ce qui entraîne prise de risque, agressivité et esprit de compétitivité. Par ailleurs, nous venons tout juste de mettre en relation deux phénomènes importants qui expliquent le comportement des 14 - 18 ans. L'âge de la puberté qui se révèle de plus en plus tôt pour des raisons d'alimentation, d'exposition à des polluants, de prise en charge sanitaire etc...allume ce qu'on appelle le système de récompense. Il s'agit de structures responsables de la recherche des récompenses, des plaisirs et des gratifications partagés en société, en compagnie des pairs. Mais le système de contrôle cognitif des décisions n'est effectif qu'à l'âge de 22 - 23 ans. Avant, le jeune ne possède pas une structure cérébrale assez complète pour pouvoir se contrôler. Les neurobiologistes nous ont permis de comprendre la précocité croissante des troubles.

Différence fille-garçon : mythe ou pas ?

L'adhésion au stéréotype de sexe entraîne un conditionnement comportemental. Quand un petit garçon commet une imprudence, les parents ont trop souvent tendance à dire « ah c'est bien un garçon ! », alors que pour le même acte, la petite fille sera grondée et culpabilisée. Alors, à 18 ans, un volant entre les mains, devinez qui de la fille ou du garçon va mieux respecter les règles. Pourtant, ils perçoivent de façon identique les dangers. Mais aujourd'hui encore, un interdit représente un mur infranchissable pour une fille, alors même que le garçon tente de négocier avec la règle.

L'éducation parentale joue-t-elle un rôle ?

Malgré une société moins sexiste depuis 50 ans, l'écart entre les filles et les garçons s'aggrave sur 10 enfants piétons tués, vous comptez 6 garçons pour 4 filles. A la puberté, le fossé s'accroît encore 75 % de garçons contre 25 % de filles. Et la distinction sexuelle s'accroît toujours plus pour les 18 - 25 ans, puisque l'on déplore 80% de jeunes hommes tués contre 20% de jeunes femmes.

De plus, l'influence des parents en termes de transmission transgénérationnelle des comportements est fondamentale. Nous savons que les parents sujets aux accidents « reproduisent » des enfants auteurs d'accidents, que les parents responsables d'infractions « donnent » des enfants fautifs du même type d'infractions. L'enfant imite ses parents. Il enregistre leur style de conduite bien avant l'accès au permis de conduire.

Peut-on parler aussi de facteurs régionaux et environnementaux ?

Il existe le sur-risque des régions du Sud et des régions rurales. C'est toujours l'éternelle équation 75 % des accidents se font en ville et 25 % à la campagne mais 75 % des tués le sont à la campagne et 25 % en ville. Cette inversion du miroir a pour cause la vitesse. A la campagne, on roule beaucoup plus vite parce qu'il n'y a pas de trafic et dans les grandes villes, le jeune a accès aux transports en commun et dépend moins du scooter ou de la voiture. Les taux de mortalité routière, chez les jeunes et les adultes, sont plus élevés dans le Midi, notamment dans les régions Paca, Languedoc et Midi-Pyrénées et bien moindres dans le Nord où l'on respecte mieux les règles comportementales et le civisme.

« Devenir citoyen de la route — mai 2011 »

« CRÉER UN « SAVOIR-ETRE » AVEC LES AUTRES »

Interview de Bruno TELLIER — chargé de mission et correspondant académique « sécurité »

Quel est l'objectif de votre mission au sein de l'Education nationale ?

Accompagner l'élève dans sa découverte et sa compréhension de la règle pour l'y faire adhérer est un objectif intermédiaire qui ne suffit pas à créer son « savoir-être » avec les autres. L'objectif réel est, dès la maternelle, de contribuer au développement d'un citoyen autonome, responsable de ses choix et ouvert à l'altérité : créer les conditions d'une vie en commun qui refuse la violence, pour résoudre les tensions et les conflits qui naissent dans cet espace à partager. Ce sont les attitudes de respect de soi et des autres, de responsabilité, de solidarité et de partage qu'il est nécessaire que chacun acquière, qu'il choisisse ou non de conduire plus tard un cyclomoteur ou une voiture. De manière générale, l'Ecole, unique dans ses devoirs, plurielle dans ses formes et multiple par ses acteurs, garantit la cohérence du « tout », au profit du jeune qui lui est confié par la famille. La prévention en matière d'insécurité routière n'échappe pas à cette situation.

Quelles sont, à votre avis, les conditions pour que cette éducation soit cohérente et efficace ?

Pour atteindre ces objectifs, il faut un vrai partage, une co-éducation, entre l'Ecole et la famille ; l'établissement scolaire restant le garant de la cohérence de l'ensemble et le pilote. L'efficacité des actions menées, leur mise en oeuvre efficace, demande que chaque acteur de la communauté éducative intègre la culture et l'obligation institutionnelles et agisse de façon rigoureuse dans son champ de compétence, c'est-à-dire au titre de la qualité qui justifie son appartenance à cette communauté. Enfin, que chacun possède aussi une bonne connaissance des actions des autres.

On parle de « continuum éducatif ». Pouvez-vous nous expliquer ?

L'éducation des élèves au partage de l'espace de circulation peut aussi, pour certains de ses aspects, s'afficher comme une « éducation à la route ». Elle avoisine et anticipe alors « l'éducation routière » qui prépare ceux qui ont fait le choix de conduire des engins motorisés.

Le « continuum éducatif », continuité progressive des apprentissages scolaires, anticipe alors le « continuum de formation du conducteur » qui relève, lui, d'un choix individuel et s'appuie sur des compétences professionnelles autres que celles issues du milieu scolaire. En effet, le continuum éducatif ne peut être considéré uniquement comme un « avant permis » il est plus large dans sa cible et autre dans sa finalité. Il favorise, à partir de valeurs citoyennes, l'émergence d'un socle commun de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être, pour tous. Socle sur lequel doivent pouvoir s'appuyer les professionnels de l'éducation routière lorsqu'un jeune souhaite s'investir dans une formation à la conduite. Mais aussi socle nécessaire pour les autres usagers de la rue et de la route qui ne sollicitent pas les écoles de conduite pour de telles formations.

Quelle place pour les parents, dans ce continuum ?

Gardons à l'esprit que le fil conducteur de l'éducation est la famille ; que, si les enfants sont, dans le cadre de ce continuum étendu, confiés à des professionnels, Education nationale et éducation routière, leurs parents restent pour eux les premiers modèles de comportements. Ils ont donc toute légitimité à prendre une place privilégiée dans cette éducation au partage.

« Devenir citoyen de la route — mai 2011 »

VOIES « HOT » AUX ÉTATS-UNIS

Depuis 15 ans, aux États-Unis, les dispositifs de voies, dites HOT*, gratuites pour les modes à fort taux d'occupation (bus, covoiturage) et à péage de régulation pour les autres véhicules, ont démontré qu'ils correspondaient à une utilisation rationnelle, optimisée et équitable de l'infrastructure routière assurant par ailleurs une autonomie de financement. Ce mode d'exploitation de la route, qui offre une alternative fluide à l'ensemble des véhicules, contribue au développement des transports collectifs routiers en proposant à leurs passagers une solution de transport économique et des temps de parcours compétitifs. Ces dispositifs sont aujourd'hui en plein essor et on leur reconnaît une forte utilité collective.

Des voies HOV incitatives aux voies HOT efficaces

Les voies, dites HOV**, réservées à la circulation des véhicules à fort taux d'occupation (bus, covoiturage) ont vu le jour aux États-Unis dans les années 70. À l'origine, ces voies étaient perçues comme une solution innovante, à forte utilité collective, pour lutter efficacement contre la congestion aux heures de pointe, notamment en zones périurbaines. En 2010, les États-Unis totalisent environ 4000 kilomètres de voies HOV. Ces dispositifs ont encouragé la pratique du covoiturage et ont favorisé la mise en service de lignes de bus à haut niveau de service. Au Texas, sur vingt ans, la pratique du covoiturage a doublé et, dans les années 2000, les passagers des services de bus représentaient 30 % du total des voyageurs des voies HOV, à l'heure de pointe. Toutefois, il a été constaté qu'une autorisation d'accès réservée aux véhicules ayant au moins 3 occupants constituait un critère trop exigeant et conduisait à une sous-utilisation des voies.

Vers les années 2000, de nombreux États n'ont pas la possibilité d'investir de manière significative dans les infrastructures de transport et font face à des situations de congestions récurrentes. Les dispositifs de voies HOV sont de plus en plus contestés. En 2002, en Californie, le taux d'insatisfaction à l'encontre des dispositifs HOV était de 61 % au motif d'une sous-utilisation de la capacité des voies.

Le concept de voies, dites HOT, gratuites pour les modes à fort taux d'occupation et à péage de régulation pour les autres véhicules, a été proposé pour financer la construction de nouvelles voies sans coût pour le contribuable, et pour optimiser l'usage des voies HOV existantes. En 2011, on dénombre une dizaine de dispositifs de voies HOT sur le territoire des États-Unis. La plupart sont issus de la conversion de voies HOV en voies HOT.

Maintien de la fluidité

Dans les projets de conversion des voies HOV en voies HOT, le maintien du niveau de service des voies pour les bus et le covoiturage était une préoccupation centrale.

Les voies HOT étant gratuites pour les modes à fort taux d'occupation (bus, covoiturage), l'objectif de garantir la fluidité dans les voies requiert une possibilité d'en réguler l'accès pour les véhicules à un seul occupant, notamment aux heures de pointe. Pour atteindre cet objectif, la solution retenue est de réguler le trafic des véhicules à un seul occupant par le biais d'une tarification signal calculée en fonction de la fréquentation des voies. Selon les projets, la modulation du tarif est basée sur une grille ou réactualisée régulièrement en fonction du trafic.

Utilisation optimisée de la capacité de l'infrastructure routière

L'ouverture des voies HOV à un trafic mixte (bus, covoiturage et auto-solistes), combiné à une gestion dynamique de l'offre et de la demande, a conduit à des augmentations de trafic dans ces voies après conversion.

De manière générale, il a été constaté un maintien du covoiturage dans les voies HOT, voire la progression de cette solution de mobilité. Les véhicules à fort taux d'occupation représentent environ 70 % du trafic des voies HOT de l'I-25 à Denver, et entre 1996 et 2000, il a été observé une progression de 25 % du covoiturage sur les voies express de l'I-15 à San-diego.

**Kossi ABOTS et Simon COUTEL- Direction prospective VINCI Autoroutes — Cofiroute
revue Transport Environnement Circulation — 1^{er} mai 2011**

***HOT : High Occupancy Toll/sans occupation élevée**

****HOV : High Occupancy Véhicule/véhicule multioccupants**

LA FUITE EN ARRIÈRE

En arrière, toute ! Sur les scènes, les écrans, les disques, le compteur de la création semble grippé pour avancer de plus en plus... à reculons. Plongée voluptueuse et collective dans le passé. La dernière série à la mode ? *Mad Men*, avec ses robes froufrouantes des années 1960, ses hommes à l'élégance perdue, ses grosses cylindrées d'avant le choc pétrolier et ses grille-pain rose bonbon. Au cinéma, *Potiche*, de François Ozon ressuscite une comédie de boulevard des années 1970, qui aurait été taxée de ringardise il n'y a pas si longtemps. Au rayon disques, de vieilles gloires des années 1970, 1960 et même 1950 retrouvent une soudaine existence médiatique. Dans les théâtres et les music-hall, même parfum de naphthaline, on ne sait plus à quel souvenir se vouer entre un hommage à Joe Dassin sans cesse prolongé, la tournée « Âge tendre et têtes de bois » ou les spectacles à la gloire du groupe pop Abba — qui s'est dissous en... 1982.

On pourrait continuer d'empiler les vieilleries comme autant de trophées sur un tableau de chasse, décidément pas très inventif. Mais si le phénomène ne date pas d'hier il s'est modifié. En profondeur. En ampleur... D'ailleurs, est-ce seulement la nostalgie qui a le vent en poupe ? Non : c'est aussi, et même surtout, la régression, idée cousine mais jumelle, beaucoup moins anodine. Nostalgie : « Regret mélancolique d'une chose révolue ou de ce qu'on n'a pas connu » ; régression: « Retour à un stade antérieur de développement ».

Pour l'anthropologue Jean-Loup Amselle, aucun doute : nous sommes entrés dans l'ère des « révolutions ». « La chute du mur de Berlin a scellé la fin des grands récits collectifs comme le marxisme. Désormais, il n'existe plus d'idéologie ou de modèle politique qui nous projette collectivement vers l'avenir. Les gens se retrouvent isolés, privés de perspective; ils se replient individuellement sur le passé et sur le sacré, pour tenter de retrouver du sens ». L'atomisation exacerbée de nos existences n'arrange rien. « Nous fantasmons sur les sociétés primitives comme si elles avaient les solutions à tous nos maux. L'essor de l'ethnotourisme est éloquent, et la vogue des céréales « de l'origine » comme le quinoa ou l'épeautre relève de la même logique. Il se développe même un tourisme mystique. En somme, on va chercher au bout du monde son bon sauvage, capable de nous laver des scories » de la modernité et de nous ramener aux valeurs de l'essentiel.

A l'origine de ces replis tous azimuts ? La peur, engendrée par un sentiment d'insécurité généralisée. Insécurité géopolitique, bien sûr, depuis l'éclatement des blocs de la guerre froide, que la déflagration du 11 septembre a fini de disperser — les cartes de la diplomatie se sont brouillées, le monde est moins prévisible que par le passé et plus inquiétant. Insécurité économique, aussi, d'autant plus vive que la crise des subprimes et le krach de 2008 ont souligné la quasi-impuissance des pouvoirs politiques face à la machine financière et boursière. Insécurité sociale, encore, nourrie par une précarisation rampante et le détricotage des systèmes de protection. Insécurité environnementale, enfin, puisque nous savons désormais tous que les déchets s'accumulent, que le protocole de Kyoto reste lettre morte. Et que la sécurité nucléaire, qu'on nous disait sans faille, est pour le moins incertaine... « Le traitement de l'actualité à la télévision ne fait qu'aggraver l'inquiétude, ajoute Jean Amselle. Nous sommes gouvernés par la peur, les faits divers et l'émotion ». Or quand on a peur, on se fige. On rentre sa tête dans les épaules. Un corps social réagit comme un corps humain : la société française se rétracte... La régression, qu'elle se vive en plongeant dans un roman pour ados, un stage de chamanisme ou un plat de quinoa, aurait donc au moins le mérite de rassurer.

Jusqu'où régresserons-nous ? Jusqu'à une néobarbarie qui nous laisserait céder sans scrupules à nos pulsions ? Ou jusqu'à une dictature qui nous permettrait d'abdiquer nos responsabilités pour nous placer sous une autorité, politique ou religieuse, ultramaternante ? L'interrogation peut sembler exagérée, mais pour Bernard Stiegler, philosophe, elle est d'une terrible acuité.

Valérie LEHOUX — Télérama - avril 2011

**atomisation : réduire en fines particules*

***scorie: au sens figuré « partie faible »*

UN NOUVEAU VIRAGE !

La prime à la casse, instaurée entre 2009 et fin 2010, a eu pour effet de doper la croissance grâce à la vente de voitures neuves. Par extension, le nombre de véhicules hors d'usage (VHU) a triplé par rapport à 2008 ! Autant de batteries à extirper, de liquides et d'huiles à aspirer et à traiter, de ferrailles et de plastiques à compacter. Les casseurs, broyeurs et ferrailleurs ont donc dû faire face à un nombre exponentiel* de carcasses à conditionner. D'autant que la législation européenne est devenue draconienne et impose qu'au 1er janvier 2015, « le taux de réutilisation et de valorisation (soit) porté à un minimum de 95 % en poids moyen par véhicule et par an ». Sacré défi, même s'il est communément admis que les VHU sont des déchets ménagers extrêmement bien traités, puisque environ 80 % d'une voiture sont mis en valeur ou recyclés. Les 15 % restants seront les plus durs à atteindre.

Les pièces métalliques

Un véhicule est composé de 70 à 75 % de pièces « ferreuses », de type acier ou fonte. L'acier est recyclable à l'infini (en 2007, 99 % l'étaient sur le territoire français) et alimente près de 15 % de notre secteur sidérurgique. Celui des portières, pare-brise et tableaux de bord est parfaitement maîtrisé. Un système fermé et bien huilé qui optimise le taux de recyclage de ces éléments. On estime qu'une voiture est réalisée environ à 50 % avec toutes ces matières récupérées.

Les résidus du broyage

Il s'agit des plastiques, verres, caoutchoucs, lubrifiants... S'ils ne représentent que 25 % du poids d'un véhicule, ils libèrent des substances très dangereuses pour l'environnement - huiles de vidange, liquides de refroidissement, huiles de moteur, carburants, antigel, etc. - mais aussi explosives, comme celle liée au dispositif déjection des airbags. 40 % de ces déchets seraient mis en valeur ou recyclés tandis que le reste partirait en décharge. C'est donc sur ce terrain que se jouera la bataille des pourcentages pour se mettre en accord avec les directives de l'Union européenne. Aujourd'hui, des réponses techniques sont apportées. Tous ces déchets peuvent, par exemple, devenir une source énergétique à bas prix pour certaines cimenteries. Mais ce n'est pas super-écologique, tout ça !

Des pistes alternatives

Depuis l'explosion du marché des véhicules électriques, l'utilisation de lithium dans les batteries soulève des polémiques. En cause : son extraction, principalement au Tibet, ou encore son recyclage, très difficile car son broyage entraîne un échauffement de la matière.

Une solution existe: les batteries au magnésium, une ressource abondante et dont l'exploitation est sans danger pour l'environnement. Malheureusement, leur technologie n'est pas encore tout à fait au point et leur autonomie est faible ; ce qui est le cas de toutes les alternatives ! Sans oublier que les cahiers des charges en termes de normes et de sécurité automobile sont très stricts. De ce fait, l'emploi de bioplastiques dans les voitures qui réduirait le volume des résidus de broyage, reste marginal, même si déjà beaucoup de marques s'en servent... sans communiquer dessus.

Accélérer pour centraliser

La France est en bonne voie pour harmoniser la politique de traitement de ses VHU après le passage du décret du 4 février 2011, en vigueur depuis le 31 mars. En avril 2010, l'Etat était sous le joug d'une condamnation de l'Union européenne. Motif ? Notre pays ne possédait pas de réseau national pour l'accueil et le traitement des véhicules hors d'usage. Les centres dédiés pourront désormais travailler avec tous les fabricants au lieu d'un seul, comme cela se pratiquait auparavant. L'efficacité technique et financière sera centralisée par une instance, nouvellement créée pour développer certaines techniques, telles que celle du tri post-broyage permettant de trier le verre et le plastique, sous-utilisés actuellement.

Michaël BLAIZOT - Néoplanète — mai 2011

** qui se développe de manière rapide et continue.*

BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL TOUT, SAUF UN EFFET DE MODE !

Les principaux enseignements livrés par le 1^{er} baromètre du bien-être au travail des français sont de tonalité contrastée. Certains sont inquiétants, d'autres encourageants. Mais la maturité des salariés et la nécessité d'agir sur le sujet sont sans équivoque. Le bien-être au travail n'est pas un « effet de mode »: il correspond à une évolution sociologique de fond et nécessite une nouvelle grille de lecture des besoins des individus.

Un sujet mature pour les salariés, des attentes également

Premier enseignement du baromètre: le bien-être au travail n'est pas un sujet de « confort » réservé aux cols-blancs qu'il s'agisse des cadres, des agents de maîtrise, des employés ou des ouvriers, il correspond à des attentes fortes et très concrètes : 88 % des personnes interrogées jugent le sujet du bien-être au travail important. Ce qui ne les empêche pas d'être matures sur le sujet, jugé prioritaire pour seulement 27 % d'entre eux (37 % au sein de l'entreprise de plus de 500 personnes). Le sujet est directement lié à leur productivité : 42 % estiment que leur performance est affectée par le manque de bien-être. Et lorsqu'on les interroge sur les actions à mettre en oeuvre, on est, là aussi, loin d'exigences irréalistes ou farfelues :

- avoir une meilleure visibilité professionnelle (cité par 41 % des personnes interrogées),
- améliorer le confort de votre poste de travail ou les espaces de détente (32 %),
- dégager du temps d'équipe pour discuter des améliorations à apporter au travail, réduire le stress et les conflits (30 %),
- avoir un supérieur hiérarchique mieux formé et à l'écoute (29%).

Source: baromètre Bernard Julhiet Group - La Tribune - IPSOS

Un niveau de bien-être satisfaisant mais qui se dégrade, des risques humains prégnants

Le niveau de bien-être au travail est jugé satisfaisant par 64 % des personnes interrogées. Ceci est en soi une bonne nouvelle. Mais il semble s'être dégradé depuis 6 mois pour près d'un salarié sur deux (59 % dans les entreprises de plus de 500 personnes). Le risque psychosocial demeure omniprésent car un tiers des salariés estiment que leur travail peut provoquer de graves problèmes psychologiques (de type burn-out ou dépression). Plus grave encore, une majorité d'entre eux (54 %) ne saurait pas vers qui se tourner pour avoir de l'aide...

Les actions pour lutter contre le stress semblent efficaces

Aux yeux des salariés, les efforts des entreprises pour lutter contre les risques psychosociaux et promouvoir le bien-être au travail sont encore largement insuffisants. Un an après le plan d'urgence sur le stress lancé par le Ministère du travail, seules 21 % des personnes interrogées ont le sentiment que leur entreprise en fait davantage pour lutter contre le stress.

Bien qu'encore récente et insuffisante, l'action des entreprises pionnières semble pourtant être efficace aux yeux des individus en bénéficiant. 86 % des salariés des entreprises qui ont pris des mesures sont satisfaits de leur niveau de bien-être (contre 64 % en moyenne). Leur niveau de stress perçu est également sensiblement plus faible (46 % l'estiment élevé contre 62 % en moyenne). Cette tendance représente là aussi une (bonne) surprise en soi malgré le peu de recul sur les investissements réalisés par les entreprises depuis 1 an, les effets semblent être déjà ressentis par les salariés.

Romain CRISTOFINI - revue RH&M - n°40 - janvier 2011

SE RÉCONCILIER AVEC LA « VALEUR TRAVAIL »

Combien de manifestants du mois de septembre pensent en leur for intérieur que d'ici quelques années on ne travaillera pas jusqu'à 62 ans ? Pas beaucoup, malgré les slogans scandés à l'unisson. Il faut néanmoins chercher à comprendre ce qui fait que notre peuple déclare à 60 % qu'il est opposé au passage à 62 ans.

C'est en déplaçant la question que l'on trouve la réponse. Le refus de travailler plus longtemps n'est rien d'autre que l'expression de la lassitude voire du désarroi face au travail lui-même tel qu'il est vécu dans notre pays. Cela vient des évolutions récentes et se nourrit de l'ambiguïté des courants philosophiques qui ont construit notre pensée au fil de l'histoire.

Le débat sur le travail est vieux comme le monde. Chez les Grecs, en être libéré était un privilège. Avec le christianisme, le travail est valorisé comme une participation de l'homme au prolongement du mystère de la création divine.

Le siècle des Lumières fait du travail une capacité de réalisation de l'individu, une façon de maîtriser la nature et la science. Puis le marxisme le résume à un rapport d'exploitation, de spoliation de la plus-value par le capitalisme. Mais il affirme pour autant qu'il n'y a pas d'autre lieu de création de valeur que le travail.

Nous venons de là. Il en résulte des différences bien ancrées entre cultures nationales. D'un côté, les pays libéraux, où chacun doit par son travail faire prospérer ses talents. De l'autre, une conception plus nuancée dont la France est le pays emblématique où cohabitent vision critique et principe de réalité avec, pour chaque individu, une position qui dépend de sa situation face à l'emploi.

Si nous en venons à la situation actuelle, plusieurs évolutions récentes n'ont pas abouti à clarifier les choses et ont même produit des effets paradoxaux. Les 35 heures tout d'abord certes, les salariés y ont gagné en temps libre, mais beaucoup ont connu un accroissement de stress et de fatigue quand il s'est agi de faire autant en moins d'heures de présence.

Autre sujet : la modernisation des services publics. Indispensable dans son principe, menée à vitesse forcée avec la privatisation de certains d'entre eux, elle a provoqué aussi des déstabilisations excessives. Quant aux jeunes, on abuse tellement à leur égard de stages mal rémunérés et de contrats à durée déterminée ou de missions d'intérim à répétition. Comment peut-on espérer qu'ils restent motivés ?

Les Français ne sont pas « paresseux », mais au moment où on leur demande de travailler plus longtemps il est urgent de les réconcilier avec la « valeur travail ». C'est l'une des priorités des années à venir. Le travail doit redevenir pour le plus grand nombre l'un des pôles enrichissants de la vie personnelle. Lorsqu'on juge que « la vraie vie est ailleurs », et c'est souvent le cas, le travail est un échec et l'on souhaite s'en libérer le plus tôt possible.

Au moment où l'on parle de développement durable, il faut réinventer le « travail durable », celui qui ne détruit pas l'énergie des salariés. Si l'expérience professionnelle n'est qu'une épreuve ou une lente lassitude, une destruction nerveuse par les excès de stress, une usure prématurée des corps et des esprits, comment éviterons-nous que salariés - ainsi qu'employeurs - ne continuent à favoriser des départs prématurés voulus ou imposés, transférant sur d'autres budgets sociaux la charge financière des personnes devenues inactives sans être encore retraitées.

Il faut mener une réflexion collective, associant tous les partenaires concernés, sur le sens du travail, les pratiques de management, la formation tout au long de la vie, la revalorisation des métiers. C'est indispensable, c'est un beau chantier, trop important pour que cela ne soit pas qu'une belle utopie.

Robert ROCHEFORT, sociologue - le Monde - 17 septembre 2010

LES ENTREPRISES FACE AU FLÉAU DE L'ILLETTRISME

Lire. Écrire. Compter... Selon l'institut national de la statistique et des études économiques (Insee), ces compétences feraient défaut à 3,1 millions de Français. Et 57 % d'entre eux ont un emploi. « Il ne faut pas confondre illettrisme et analphabétisme, explique Hervé Fernandez, secrétaire général de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI). Les personnes en situation d'illettrisme ont été scolarisées en France. Mais au fil des ans, elles se sont déshabituées des codes d'écriture et des chiffres ». Or, « ce n'est pas comme le vélo: avec le temps, la lecture et l'écriture se perdent », précise Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT pour la Normandie, qui rédige un rapport sur le Travail et l'illettrisme pour le Conseil d'orientation pour l'emploi.

Si le phénomène est plus prégnant dans certains secteurs comme le traitement des déchets, où il affecte 18 % des salariés, le transport affecte 18 % des salariés, l'agroalimentaire (14 %), la métallurgie (12 %) ou le BTP (10 %), il n'épargne personne. « Certains chefs d'entreprise, par ailleurs dotés de grandes qualités, commerciales notamment, suivent des formations aux compétences de base loin des regards », raconte Hervé Fernandez.

Au sein des entreprises, l'illettrisme peut engendrer des dérapages. Colis livrés à de mauvaises adresses, bagages égarés dans les aéroports, bordereaux de livraison mal renseignés, erreurs de calcul dans les prévisions d'achat, machines mal paramétrées... Les conséquences peuvent, parfois, être extrêmes. Ainsi, Thierry Lepaon évoque-t-il un drame, évité de justesse, dans une usine lorsqu'un aide-chimiste - excellent technicien - n'a pas réalisé, faute de pouvoir le lire, qu'on lui avait livré par erreur un produit plus dilué qu'à l'accoutumée.

Dans les entreprises, les changements sont de plus en plus nombreux. Et, stimulé par l'avènement de l'informatique, d'un côté, et les besoins croissants de certifications (qualité, sécurité...) de l'autre, l'écrit fait irruption dans des postes où il était superflu. En témoigne cette société de gardiennage, qui a récemment imposé à ses salariés de répertorier les incivilités par ordinateur. Tous ne se sont pas exécutés. Et pour cause !

« Chasse aux astuces »

Les employeurs doivent donc prendre le problème à bras-le-corps. D'autant que, d'après le code du travail, ils sont tenus de veiller à ce que leurs équipes maintiennent un certain niveau de compétences.

A la décharge des employeurs, l'illettrisme n'est pas facile à détecter. « C'est un mot qui fait peur. L'entreprise est désarmée », estime Stéphanie Verhaeghe, chef de projet chez Opcalia, un des organismes chargés de la collecte de fonds pour le financement de la formation professionnelle. Soucieux de ne pas être stigmatisés, et par crainte de perdre leur poste, les salariés qui en sont victimes développent des techniques savantes pour éviter d'être découverts. Élaborer des moyens mnémotechniques, écrire de manière illisible, prétexter ne pas avoir le temps de s'acquitter d'une tâche administrative, se créer ses propres repères pour apprendre le fonctionnement des machines, s'arranger pour faire remplir des documents par un proche... les stratagèmes sont légion. « Les capacités sont grandes mais au prix de quels efforts », commente Marie Thérèse Geffroy, directrice de l'ANLCI.

« Souvent, ce sont des gens qui compensent énormément, qui arrivent au travail très tôt et en repartent beaucoup plus tard que les autres », explique Elsa Gérou, coordinatrice chez Opcalia. Au moindre changement, les repères volent en éclats. « Ils ne sont jamais intéressés par les formations et évoluent rarement, bien qu'étant souvent très compétents », poursuit-elle. « C'est bloquant pour une entreprise! Il faut les pousser à s'emparer du problème, et à inciter leurs salariés à réapprendre à apprendre, sans les stigmatiser en utilisant le terme d'illettrisme » !

LES ENFANTS VICTIMES DE LA MALBOUFFE

Dans une récente étude, l'UFC-Que choisir accuse l'industrie agroalimentaire de favoriser le marketing télévisé vers les plus jeunes. Des parlementaires préconisent de taxer les publicités vantant les produits déséquilibrés pour lutter contre l'obésité infantile.

Les enfants regardent trop la télévision, c'est bien connu. Du coup leur modèle alimentaire s'en voit transformé. Une nouvelle fois, le marketing cathodique imposé par l'industrie agroalimentaire se retrouve dans le box des accusés suite à une étude publiée par l'UFC-Que choisir.

Quatre ans après une première charge contre les publicités télévisées vantant les bienfaits de la « malbouffe », l'organisation de défense des consommateurs remet le couvert. « 80 % des spots de l'industrie alimentaire portent sur des produits trop sucrés ou trop gras », affirme Olivier Andrault, chargé de mission de l'UFC.

Au petit-déjeuner, dans les cartables et à d'autres instants de la journée, les confiseries (32 %), la restauration rapide (26 %) et les céréales (11 %) occupent l'estomac de nos chérubins séduits par une publicité qui rivalise d'ingéniosité (super-héros en goguette, supers pouvoirs, etc.)

Dans le cadre de la lutte contre l'obésité infantile, les professionnels s'étaient pourtant engagés en 2009 à « promouvoir un bon comportement nutritionnel ». Ces engagements s'avèrent être « des engagements en trompe-l'oeil », dénonce l'UFC qui assure que « la pression marketing, loin de diminuer, a en fait augmenté ». « Après cet échec criant de l'autorégulation, les pouvoirs publics ne peuvent plus se permettre de tergiverser, alors que l'obésité infantile continue sa progression chez les populations les plus défavorisées », conclut notamment l'étude.

Réalisée au domicile de 340 familles ayant des enfants âgés de 6 à 12 ans, dont les placards et les réfrigérateurs ont été inspectés, cette étude montre que le petit-déjeuner est « majoritairement déséquilibré » avec 55 % de produits sucrés ou gras (contre 47% en 2006).

Ce changement de comportement alimentaire est « encore plus préoccupant » concernant le goûter dont la part des produits trop riches y a progressé de 51 % en 2006 à 64 % en 2010, relève Sylvie Pradelle, administratrice nationale de l'UFC.

L'UFC réclame carrément la suppression de la publicité pour les produits alimentaires déséquilibrés « aux heures de grande écoute des enfants ». L'idée semble faire florès* chez les élus.

Un rapport parlementaire, consacré à la recherche sur l'obésité, préconise des mesures plus contraignantes pour une alimentation plus saine et équilibrée (pain, sel, gras) et contre la publicité télévisée sur les aliments trop riches visant les enfants.

Brigitte Bout, sénateur UMP du Pas-de-Calais et vice-présidente de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques technologiques, pense qu'il est « nécessaire de supprimer l'exonération de la taxe sur la publicité » pour les produits industriels alimentaires et de « porter son taux à 5 % ». Le débat est ouvert.

Gérald CAMIER - La Dépêche - décembre 2010

** faire florès : être en vogue*